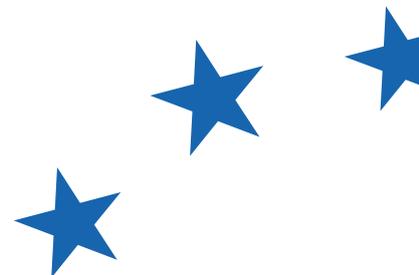


RÉINVENTER
L'Europe



MANIFESTE 2024





MANIFESTE 2024

Sommaire

La lettre du Président	6
La lettre du Secrétaire général	8
Le Manifeste	11
Les Actions Prioritaires	19
a) Convergence & Renforcement DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE - L'EUROPE, PUISSANCE MONDIALE - CONSOLIDATION ET AUTONOMIE - FINANCER LES BIENS PUBLICS COMMUNS - COHÉSION ET ÉQUITÉ - DIVERSITÉ ET INCLUSION - REFORMER LA ZONE EURO	23
b) Renaissance Globale FLUX MIGRATOIRES - LEADERSHIP VERT ET BLEU - SANTÉ RENFORCÉE - SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE - RÉVOLUTION NUMÉRIQUE - 450 MILLIONS DE CONSOMMATEURS	47
c) Harmonie Plurielle CROISSANCE ÉQUITABLE - AVENIR DE LA JEUNESSE - EDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS - RICHESSE CULTURELLE ET DIVERSITÉ - MEDIAS ET PLURALISME - SPORT ET ÉTHIQUE	71
d) Territoires Dynamiques RÉGIONS AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT - ESSOR DES OUTRE-MER	89

François Bayrou



Le Monde est dans un moment de basculement. Jamais peut-être depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest, l'avenir n'a paru plus sombre et plus dangereux. Nous sommes face à la guerre revenue sur notre sol, face à la volonté des États-continentaux de contrôle des technologies et des économies, face au bouleversement climatique, face à la remise en cause de l'équilibre des puissances et au risque de propagation du pire. L'organisation politique de notre continent, l'alliance intime des puissances moyennes que nous sommes, est la seule assurance possible pour nos concitoyens et les générations futures.

L'Union européenne s'est bâtie étape par étape à partir des décombres résultant de la seconde guerre mondiale, une catastrophe sans aucun précédent dans les siècles et les millénaires précédents, et dont notre continent a failli ne jamais sortir.

Convaincus que l'entraide, la solidarité et les intérêts mutuels étaient plus forts que les antagonismes passés, des esprits pionniers et conquérants ont permis le rassemblement des peuples européens. Ils ont pour noms Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide De Gasperi, Konrad Adenauer, Paul-Henri Spaak ou plus récemment Altiero Spinelli, Jacques Delors ou Bronislaw Geremek. Nous sommes les héritiers et les promoteurs de ce patrimoine et nous avons le devoir de faire preuve du même sens de l'Histoire que celui des pionniers pour concevoir l'Europe de demain.

Nous sommes confrontés à une succession de chocs violents qui remettent en cause le principe même de nos démocraties. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine est un crime contre l'Histoire. En touchant au principe essentiel du droit international, un des principes fondateurs de l'Union européenne, l'intangibilité des frontières, Vladimir Poutine, par sa volonté d'asservir l'Ukraine, a brisé un tabou et pris le risque fou de la propagation du pire. En même temps, il déploie dans son pays tous les éléments d'une dictature ouvertement construite sur l'assassinat cynique de ses opposants. Depuis l'attaque terroriste cynique elle aussi du 7 octobre, le Hamas a obtenu le but qu'il recherchait, l'embrassement du Proche-Orient, et les répercussions, en termes d'insécurité générale et de dégâts humains, sont considérables. En Orient, l'effondrement démographique de la Chine sert de cadre à une politique de surarmement économique, technologique,

commercial, à des visées impérialistes ouvertement menaçantes sur Taïwan. Et les États-Unis, en proie à un affrontement brutal et binaire au sein de son opinion publique, menace de renouer avec une politique de brutale domination technologique et de désintérêt pour la situation de leurs alliés, notamment européens. Partout dans le monde, la démocratie est attaquée, sapée par l'autoritarisme et le populisme.

Cette nouvelle ère a des conséquences sur nos sociétés européennes. La crise inflationniste découlant de ces désordres fragilise les équilibres sociaux déjà affaiblis. Alimentant les pires fantasmes, l'extrême-droite est aux portes du pouvoir dans de nombreux pays. Les partis traditionnels se disloquent et le vent mauvais du populisme inonde nos démocraties en crise de représentativité.

Depuis la création de notre mouvement il y a vingt ans, les défis se sont accumulés. Nous avons toujours su, avec pragmatisme, remettre en question certaines de nos habitudes de pensée. Nous avons tiré des enseignements de la crise financière mondiale, qui a directement affecté de nombreux citoyens européens et mis en évidence les disparités économiques croissantes. De la même manière, nous avons retenu des leçons de la pandémie et des conflits à nos frontières, qui ont révélé notre vulnérabilité dans certaines situations, en particulier notre dangereuse dépendance à des centres de production hors de notre contrôle.

2024 sera donc une année charnière. Pour la première fois, nous abordons les élections européennes non pas sur la défensive mais avec la certitude que plus personne ne peut s'avancer devant les peuples européens sans reconnaître l'urgence et la nécessité d'une Union européenne pour défendre le plus précieux de ce que nous sommes.

À l'aube des élections européennes de 2024, il est essentiel de réaffirmer la centralité du projet politique européen. Réinventer l'Europe est un chantier ardu qui réclame une volonté inébranlable. Nous avons cette volonté. Et nous devons construire un avenir européen où justice, unité et valeurs communes rayonnent.

Nous, Démocrates, nous sommes déterminés à favoriser l'inclusion, la solidarité, la prospérité et l'échange avec tous les citoyens européens, en les plaçant au cœur de notre action, respectés en tant que partenaires du pouvoir. Notre voix humaniste, profondément pro-européenne doit être entendue par toutes celles et ceux qui sont unis et partagent comme nous les valeurs de la démocratie, l'état de droit, le respect des droits fondamentaux, des identités et des diversités, la promotion du progrès social, l'inclusion et la solidarité entre territoires, peuples et générations.

Nous sommes une famille. De Rome à Rotterdam, de Brno à Bilbao, de Ljubljana à Larnaca, de Venise à Vilnius, de Madère à Munich, et de Strasbourg à Santa Cruz de Tenerife, nous sommes portés par la raison et par la foi à construire cette Europe dont l'existence et les valeurs sont si gravement menacées. Nous savons qu'elle ne pourra survivre et se développer que si elle se vit « unie dans la diversité ». En cela, elle peut et doit aussi représenter, même hors de ses frontières, un exemple pacifique et déterminé pour ce monde tourmenté.

Sandro Gozi

Quelques mots pour vous présenter la méthodologie de ce Manifeste dont une proposition liée à la santé est dédiée à notre regrettée collègue Véronique Trillet-Lenoir, éminente médecin et personnalité politique respectée, disparue le 9 août 2023.

Nous avons souhaité que ce Manifeste soit le plus didactique possible afin que le lecteur(trice) puisse s'approprier nos idées en fonction de ses centres d'intérêt et puisse aussi en tournant les pages mieux nous découvrir et comprendre notre philosophie.

Mais avant d'aller plus loin, j'aimerais exprimer ma sincère gratitude envers tous nos collègues, les groupes de travail et les partis membres pour leur engagement et leur dévouement à cette initiative. Sans leur précieuse contribution, ce processus n'aurait pas été réalisable.

Alors comment avons-nous imaginé ce Manifeste ?

Il se compose de deux éléments distincts pour une meilleure clarification :

- **LE MANIFESTE POLITIQUE** qui énonce les grandes lignes et dessine les principes et les valeurs de notre mouvement,
- **LES ACTIONS PRIORITAIRES** (spécifiques) qui détaillent les mesures concrètes à prendre.

Ainsi, dans les pages suivantes, vous verrez que chacun des 21 thèmes, dont je vais vous parler dans un instant, est présenté sous forme d'une double page.

- La page de gauche résume les grandes lignes du message politique du thème abordé.
- La page de droite présente les actions prioritaires.

Comme vous pouvez le constater, toutes les actions proposées (page de droite) commencent par un verbe d'action pour insuffler l'idée dans

l'esprit du lecteur(trice) que nous sommes en mouvement et que nous avons cette volonté d'avancer.

Comment sommes-nous arrivés à vous proposer 300 propositions prioritaires ?

300, le chiffre peut donner le vertige, et pourtant, nous avons élaboré un processus rigoureux pour aboutir à ce résultat en vue de structurer notre discours et permettre à chacun d'avoir des éléments de langage identiques.

Chaque groupe de travail, sous la direction d'un ou plusieurs élus, a mené une analyse approfondie des problèmes et des opportunités spécifiques à son domaine et ont formulé des propositions concrètes pour les résoudre.

Suite à la revue méticuleuse de l'ensemble des travaux, nous avons établi 4 chapitres :

Convergence & Renforcement - Renaissance Globale - Harmonie Plurielle- Territoires Dynamiques

Et identifié 21 thèmes majeurs :

Démocratie et Gouvernance - L'Europe, Puissance Mondiale - Consolidation et Autonomie - Financement des Biens Publics Communs - Cohésion et Equite - Diversité et Inclusion - Réforme de la zone Euro - Flux Migratoires - Leadership Vert et Bleu - Santé Renforcée - Souveraineté Alimentaire - Revolution Numérique - 450 Millions de Consommateurs - Croissance Equitable - Avenir de la jeunesse - Éducation de Qualité Pour Tous - Richesse Culturelle et Diversité - Medias et Pluralisme - Sport et Ethique - Régions au Cœur du Développement - Essor des Outre-Mer

Ces catégories nous ont permis de trier toutes les propositions et de les grouper, en tenant compte de leur pertinence, de leur faisabilité et de leur impact. Les doublons et les propositions similaires ont été repérés et regroupés au sein des thèmes les plus appropriés. Ensuite, nous avons soumis l'ensemble à un processus de priorisation qui nous a menés à en garder 300.



/300 NOS ACTIONS PRIORITAIRES POUR 2024



Manifeste



Pour une Europe forte et unie en action

Au cœur de nos démocraties se trouve un acte fondamental : le suffrage. Du 6 au 9 juin 2024, à l'occasion des élections européennes, s'offre à nous une opportunité inédite de concrétiser cette mission citoyenne : voter.

Pourquoi cette conjoncture revêt-elle une importance cruciale ?

D'abord, parce que cette occasion unique de choisir nos députés européens nous démarque du reste du monde. Grâce à un suffrage universel direct, nous pouvons activement participer à l'élection d'un parlement continental.

Ensuite, voter pour un parlement supranational donne du pouvoir à chaque citoyen européen. Conscients de l'importance et de l'impact significatif de votre vote, notre mouvement vous propose un manifeste clair présentant nos idées, priorités et actions en faveur de la défense et de la promotion de l'expression démocratique, de la représentation des citoyens et de la diffusion des idées politiques à l'échelle européenne.

Notre objectif est de créer une Europe plus engagée, inclusive et prospère où les citoyens sont au cœur des décisions. Dans cette phase de grands changements sociétaux, notre démocratie doit aller au bout de sa logique. Dès lors, nous voulons créer une Europe où les citoyens seront les partenaires actifs de la vie politique. Nous sommes engagés à rapprocher les institutions européennes des citoyens et nous militons pour qu'ils puissent élire un véritable président de l'Union européenne, tout comme ils élisent leur maire ; pour qu'ils puissent voter directement pour les mouvements politiques européens comme ils le font au niveau local et national. Dès lors, la ques-



tion d'une nouvelle politique transnationale est inévitable. Il est, en effet à nos yeux, essentiel de dépasser les frontières nationales pour choisir nos représentants au Parlement européen. Au lieu de 27 débats nationaux lors des élections européennes, nous devons privilégier un débat et une politique véritablement européens. Cela nous permettra de relever ensemble les grands défis, de prendre des décisions collectives et de façonner notre avenir avec plus de légitimité et d'efficacité.

Nous sommes profondément convaincus de la valeur intrinsèque de chaque individu, où qu'il se trouve. Nous aspirons à convaincre tous ceux qui veulent une Europe humaniste, plus puissante, plus souveraine et plus démocratique, et qui souhaitent dépasser les divisions, les fragmentations et les fissures dans lesquels les populistes et nationalistes essaient de glisser des états toujours plus gros pour faire implorer nos valeurs européennes.

L'Union européenne que nous envisageons est un territoire où chacun peut exprimer tout son potentiel et vivre pleinement sa citoyenneté européenne, indépendamment de son sexe, de son orientation sexuelle et de son identité ou expression de genre, de son âge et de sa génération, de son origine sociale, de son origine ethnique et de sa nationalité, de sa religion ou de sa foi, de ses capacités physiques et mentales.

L'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union européenne a connu des avancées significatives au fil des décennies, mais elle n'est pas encore acquise et le travail est loin d'être

accompli. Nous devons veiller à ce que les femmes et les hommes parviennent le plus rapidement possible à une égalité complète et substantielle dans tous les aspects de la vie. Nous devons également éradiquer les violences basées sur le genre, qui restent un problème majeur en Europe.

Notre conception de la diversité ne se limite pas à la lutte contre la discrimination : nous nous battons pour construire une société où la différence n'est pas seulement acceptée, mais célébrée. La reconnaissance et le respect des droits humains universels font partie intégrante de notre culture européenne et nous nous efforcerons d'éliminer tous les obstacles qui entravent la construction d'une société pleinement inclusive.

Comme vous pouvez le constater, notre mouvement souhaite renforcer cette Europe des solutions, qui apportera des réponses concrètes et créera de nombreuses opportunités pour nos régions et leurs citoyens.

Pour autant, Renew Europe, n'a pas attendu cette échéance pour entrer en action. Depuis 2019, notre groupe politique est devenu un acteur incontournable au Parlement européen. Grâce à notre intelligence collective et à nos alliances, avec le leadership d'Emmanuel Macron, nous avons concrétisé nos promesses en revitalisant les bases d'une Europe dynamique et puissante, tout en accordant la priorité à l'action concrète et pragmatique.

Nous sommes fiers des résultats tangibles obtenus lors de cette mandature. Bien que des



Nous voulons une Europe plus engagée, inclusive et prospère où les citoyens sont au cœur des décisions. De la commune à l'Union européenne.

“ Ensemble, façonnons un avenir meilleur, où les valeurs de liberté, de démocratie, d'égalité et de solidarité seront pleinement réalisées.

socles sur lesquels reposait notre société aient révélé certaines faiblesses et mis en lumière les limites des anciennes suppositions en matière de libre-échange, de l'ouverture sans réciprocité ou encore d'une certaine naïveté vis-à-vis des grands enjeux commerciaux, on nous reconnaîtra d'être à l'origine d'avancées très significatives. Parmi elles, citons la nouvelle conditionnalité pour l'Etat de droit, qui empêche l'octroi de fonds à ceux qui ne respectent pas les valeurs européennes. Nous avons également promu des initiatives essentielles telles que le Pacte vert, les nouvelles lois sur les services et le marché numériques, les vaccins contre la Covid-19, le Plan de Relance, le Pacte sur l'Asile et la Migration, l'introduction des listes transnationales ou la tenue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Cette dernière représentait une première dans l'histoire de l'Europe, permettant une participation citoyenne directe à l'échelle continentale.

Nous croyons fermement que la souveraineté européenne et l'autonomie stratégique sont essentielles pour préserver nos libertés, et il est temps de définir clairement notre vision pour l'Europe.

Notre objectif est de lutter pour une stratégie continentale qui s'adapte aux nouveaux défis et aux nouvelles exigences. Le principe du vivre ensemble en Européens doit nous guider, tout

en assurant la sécurité, le développement et la coopération de notre continent.

Dans cet esprit, nous soutenons la proposition d'une communauté politique européenne. Cette communauté aura pour mission de renforcer les liens entre les États membres de l'Union européenne, les pays candidats en processus d'adhésion, ainsi que les pays européens qui ont choisi de ne pas faire partie de notre Union. Il est essentiel, en effet, d'assurer une cohérence d'action et de promouvoir un sentiment de communauté partagée au sein de cette nouvelle architecture de coopération et de sécurité continentale.

Dans ce contexte, il est évident que l'Union européenne, telle qu'elle existe actuellement avec sa structure institutionnelle, n'est pas prête à jouer ce nouveau rôle géopolitique, ni à accueillir de nouveaux membres. Pour répondre à ces défis, des réformes incontournables sans totem ni tabous sont nécessaires.

Nous devons réorganiser le continent européen et, pour ne citer que les principales réformes, nous devons mettre en place une union de la défense et une union de l'énergie, en éliminant le droit de veto, en facilitant les initiatives des peuples et des états qui souhaitent accélérer leur union politique, en créant de nouvelles ressources propres, en renforçant le Parlement européen tout en réduisant le nombre de commissaires. Il est impératif de revoir les traités pour réaliser ces changements essentiels et pour pouvoir avancer avec l'unification continentale. Nous devons viser une Europe souveraine qui nous permettra de reprendre véritablement le contrôle de notre destin.

L'Union européenne a été conçue dans l'optique de renforcer les divers niveaux de gouvernance, qu'ils soient locaux, nationaux ou supranationaux, plutôt que de les affaiblir. Notre mouvement adoptera une approche où la ville renforce la région, qui à son tour renforce la nation et, par extension, le Parlement européen, et inversement. L'objectif est de favoriser une collaboration à la fois montante et descendante entre les différents niveaux de gouvernement et de démocratie créant ainsi une structure plus solide et efficace. Nous allons promouvoir également une nouvelle stratégie de coopéra-

tion entre les différentes générations, pour une vraie solidarité entre les plus jeunes et les plus âgés.

Lorsque nous évoquons l'Europe, notre engagement s'étend naturellement du continent aux océans et aux territoires ultrapériphériques. Nous sommes déterminés à placer les régions ultrapériphériques au cœur de nos préoccupations et à leur accorder la reconnaissance qu'elles méritent en tant que territoires porteurs de solutions et d'une importance géopolitique stratégique. Ces régions font pleinement partie de l'Union européenne, et nous souhaitons qu'elles le ressentent de manière toujours plus forte et pressante.

Notre ambition est de faire de l'Europe un phare d'excellence et d'innovation, en mettant l'accent sur le bien-être de nos concitoyens et en bâtissant un avenir prometteur pour les générations à venir. C'est pourquoi, nous voulons renforcer la protection des citoyens, reprendre le contrôle de notre destin, exploiter pleinement le potentiel de l'intelligence artificielle, consolider notre défense commune, gérer de manière responsable les défis migratoires et assurer une protection réfléchie du climat.

La transition écologique doit être pragmatique et inclusive, guidée par la technologie, loin des dogmatismes idéologiques, et en aucun cas punitive envers les familles, les entreprises ou les professionnels du secteur primaire, les agriculteurs et les pêcheurs. C'est l'Union européenne elle-même qui doit prendre en charge cette transition. Cela implique la réforme des budgets européens et la création de nouvelles ressources financières à l'image de la taxe car-

bone aux frontières. Nous avons pour objectif de favoriser le développement des énergies renouvelables en offrant des incitations financières pour encourager la transition vers une économie verte et bleue. Nous soutiendrons activement les entreprises qui s'engagent dans le développement de technologies propres et nous poursuivrons tous nos efforts en faveur des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour notre mouvement, le numérique et la transition écologique et maritime sont les piliers essentiels de notre Europe au XXIe siècle, tout comme le charbon et l'acier l'ont été dans le passé. Notre approche proactive nous pousse à construire une Europe résiliente, prospère et en harmonie avec notre environnement. Nous soutiendrons des politiques équilibrées et pragmatiques visant à réduire les émissions de carbone, à promouvoir les énergies renouvelables et à encourager l'adoption de modes de transport plus propres.

Persuadé que l'innovation, la recherche joueront un rôle crucial dans la croissance et la compétitivité de l'Europe, nous réaliserons des investissements massifs dans les technologies de pointe, en tenant compte des besoins de toutes les générations.

Pour notre mouvement, l'Intelligence Artificielle est une opportunité pour l'humanité et nous lui faisons confiance. Aussi, nous favoriserons la liberté des entreprises et des créateurs dans ce domaine, car cela développera la création d'emplois et facilitera la vie des enfants, des étudiants mais aussi celle des parents et des grands-parents. Grâce à l'Intelligence Artificielle, nous voulons promouvoir une nouvelle stratégie entre les générations. L'Intelligence Artificielle sera la clef de l'avenir et il est essentiel que nous comblions le retard que nous avons pris par rapport à la Chine et aux États-Unis dans ce domaine. Cette évolution se fera dans le plein respect des principes et des libertés qui sont au cœur de notre modèle de société. Au niveau international, nous sommes engagés à construire une nouvelle gouvernance de l'Intelligence Artificielle, avec les Nations Unies. Cependant, l'innovation ne doit pas reléguer la culture au second plan. Au contraire, la culture doit bénéficier des mêmes ressources que celles allouées à notre sécurité. Nous sommes fermement convaincus qu'une démocratie en

“
Le principe du vivre ensemble
en Européens doit nous guider,
tout en assurant la sécurité,
le développement et la
coopération de notre continent.



La diversité ne se limite pas à la lutte contre la discrimination : nous nous battons pour une société où la différence n'est pas seulement acceptée, mais célébrée.

danger est une démocratie appauvrie sur le plan culturel. C'est pourquoi nous aspirons à ce que pour 1 euro dépensé pour la sécurité, 1 autre euro soit investi dans la culture.

La culture a été, est, et restera toujours le meilleur atout pour l'avenir de notre jeunesse et la véritable barrière contre les idées nationalistes et populistes. Nous reconnaissons son rôle essentiel dans la préservation de nos valeurs et de notre identité en tant que société.

Nos actions placent le concitoyen au cœur de nos préoccupations. Nous nous engageons fermement à poursuivre et à intensifier nos initiatives visant à garantir et à améliorer leur quotidien. Cela inclut le renforcement de leur protection en tant que consommateurs et la réduction des disparités sociales, générationnelles et territoriales. Notre mouvement milite avec énergie en faveur de politiques et de réglementations visant à lutter contre l'obsolescence programmée et pour un marché unique plus juste et durable pour les producteurs et les consommateurs.

Au cœur de notre conviction réside l'impératif de l'implication des peuples et l'inclusion des territoires. Nous réduirons l'écart entre la réalité vécue et la perception qu'ont les citoyens des institutions européennes. C'est dans cette optique que nous porterons une attention soutenue aux dynamiques urbaines et rurales, allant jusqu'à considérer les détails les plus concrets.

Ainsi, le rôle crucial des maires, sera enfin reconnu comme principal acteur de notre politique européenne. Leur position de proximité avec les citoyens et leur compréhension des besoins locaux leur confèrent une influence inestimable dans la mise en œuvre de notre vision. En associant les citoyens, en mettant en lumière les spécificités territoriales et en valorisant le pouvoir d'action de l'édile, nous érigerons une Europe plus démocratique, participative et ancrée dans la réalité des individus.

Nous aspirons à une Europe qui favorise une coexistence harmonieuse dans toute sa diversité. Les crises migratoires récurrentes ont souligné la nécessité d'une approche unifiée. Ainsi, nous mettrons en place une politique d'asile et d'immigration qui soit humaine et équitable, respectant les droits fondamentaux de chaque individu tout en assurant la sécurité et une intégration réussie des migrants. Notre engagement se tournera vers une politique migratoire fondée sur la solidarité entre les États membres et le soutien aux initiatives visant à traiter les causes profondes de la migration forcée. Nous nous efforcerons aussi d'établir des règles communes pour aborder les défis de la migration économique et climatique. Et, reconnaissant l'urgence de ne plus laisser les États membres du Sud assumer seuls la surveillance de vastes étendues de frontières maritimes, nous soutiendrons activement la mise en œuvre du nouveau partenariat entre Européens et Africains, lancé en février 2022 sous présidence française du Conseil, qui est essentiel au développement



La révision des traités doit permettre de viser une Europe souveraine pour reprendre le contrôle de notre destin.

d'un continent en pleine expansion démographique.

En apportant notre soutien à l'Afrique en tant qu'ami et partenaire, nous visons à mieux maîtriser les départs de ses ressortissants vers l'Europe. Pour concrétiser cette vision, nous mobiliserons la société civile et la jeunesse des deux continents. Nous sommes convaincus que la diaspora de ceux qui résident hors du continent africain peut être une «source d'énergie renouvelable» qui dynamisera cette nouvelle stratégie de croissance et de prospérité partagées.

Une intégration réussie requiert des politiques européennes qui incluent les villes et les régions en amont et en aval. L'intégration des citoyens se passe au niveau local et la plupart des services dont ils ont besoin, comme la santé et l'éducation, sont fournis par les régions. La meilleure connaissance des possibilités d'emploi et d'intégration se trouve également au niveau régional, de même que la combinaison de ces besoins avec des politiques actives en matière d'emploi. De nombreuses régions sont également actives en matière de coopération. Ne pas tirer parti de ces connaissances déshumanise les politiques européennes d'immigration.

Nous sommes déterminés à bâtir une Europe forte, car nous savons qu'une Europe forte signifie également une Europe unie et influente sur la scène mondiale. Dans cette ère marquée par l'émergence de nouveaux empires, tels que la Chine ou la Russie, notre engagement se tourne vers le renforcement de l'intégration entre les États membres dans les domaines de la sécurité, de la défense et des affaires étrangères.

Nous favoriserons les initiatives de groupes de pays qui ont la volonté et la capacité d'aller plus loin et plus rapidement dans l'intégration en matière de défense et de sécurité. Cela inclut le soutien à la création d'une véritable force militaire européenne, capable de faire face efficacement aux crises et aux menaces sécuritaires et aux nouvelles menaces hybrides.

L'autonomie stratégique est essentielle pour nous permettre de développer un véritable pilier européen au sein de l'OTAN et de renforcer notre alliance avec les États-Unis. Ensemble, Européens et Américains, nous aspirons à promouvoir une nouvelle alliance pour la démocratie à l'échelle mondiale.

Et, contrairement aux partis nationalistes qui privilégient leurs intérêts particuliers et électoralistes, établissent des alliances avec des puissances extérieures à l'Europe, manipulent les médias et interfèrent dans l'économie de nos démocraties, nous nous engageons à agir concrètement pour assurer notre autonomie et notre sécurité collectives en partenariat avec toutes les autres démocraties dans le monde.

Bien évidemment, la santé est un élément essentiel de notre projet. C'est pourquoi notre mouvement reconnaît l'importance capitale de l'autonomie en matière de santé et propose de renforcer la capacité d'action européenne et de relocaliser la production de médicaments et d'équipements médicaux au sein de l'Union.

En assurant une couverture complète de la chaîne de valeur des produits stratégiques, cette mesure renforcera notre capacité à répondre aux besoins de santé de nos citoyens tout en réduisant notre dépendance vis-à-vis de sources externes. Ainsi, une disponibilité adéquate des médica-



ments et des équipements médicaux sera garantie, ce qui accroîtra notre résilience en cas de crises sanitaires. En même temps, en utilisant de nouveaux standards communs et en partageant les données avec les médecins et les professionnels de la santé, nous pourrions bénéficier des avancées technologiques au service des citoyens, tout en développant de grands centres européens de recherche.

Nous voulons donner toutes les chances à nos jeunes de réussir et de réaliser leurs potentiels sans être freiné par des obstacles sociaux, économiques ou géographiques. Cela devra passer par une politique de jeunesse concrète et efficace pour l'Union européenne, capable de fournir les outils dont elle a besoin.

A quelques mois de ce vote majeur que sont les élections européennes, nous sommes en ordre de marche pour dire haut et fort que nous voulons d'une Europe où les débats appartiennent aux citoyens. Nous défendons et défendrons toujours avec vigueur un véritable projet de société européenne humaniste.

L'Europe est un multiplicateur d'opportunités, de droits et de protection pour nos peuples, en particulier les plus fragiles.

L'heure est donc venue d'enclencher une nouvelle dynamique politique et de se réinventer. Pour construire un avenir meilleur et plus résilient, nous proposons des solutions innovantes afin de poursuivre la transformation européenne, entamée en 2019 et remédier aux failles qui pourraient altérer nos fondations.

Nous sommes certains que les forces centrales pro-européennes deviendront de plus en plus le moteur de la relance européenne. Nous appelons tous les Européens à se joindre à nous dans cette quête commune pour une Europe forte et unie.

Ensemble, nous pouvons façonner un avenir meilleur, où les valeurs de liberté, de démocratie, d'égalité et de solidarité seront pleinement réalisées.

Le monde change. Les frontières tremblent. Les

pays se crispent, se fissurent. Tels des plaques tectoniques, ils se frottent. Mais, en unissant nos énergies, nous pourrions réinventer une Europe plus forte, plus démocratique et plus progressiste, prête à relever les défis du XXI^e siècle.

Les défis globaux sont immenses et nous ne laisserons pas la haine obscurcir notre vision. Et c'est pourquoi, c'est, le cœur serré que nous évoquons le « 11-septembre israélien ».

Ce qui s'est déroulé en Israël ce 7 octobre 2023 n'est pas un terrible acte de guerre ou une manifestation de revendications territoriales ou nationalistes. Non, c'est la haine pure d'un monstre abominable qui a explosé depuis la bande de Gaza. Son nom : Hamas.

Certains cherchent les mots pour qualifier l'inqualifiable, mais le silence, nous le savons au Parti Démocrate européen, est toujours du côté du pire. Il cache la vérité, il obscurcit la réalité.

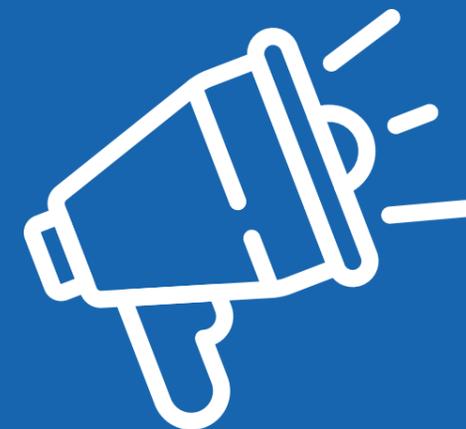
En réalité, il n'y aura pas de paix durable s'il n'y a pas la reconnaissance du droit légitime du peuple palestinien à disposer d'un territoire et d'un État. Il n'y aura pas non plus de paix durable s'il n'y a pas la reconnaissance de la part du peuple palestinien et de l'autorité palestinienne d'un État d'Israël et de sa sécurité.

La Paix est le lien unique entre les Hommes. La Paix est le liant indispensable pour que nous puissions tous ensemble affronter les défis planétaires.

Nous continuerons à lutter, sans relâche, pour la paix. C'est notre engagement, c'est notre devoir envers l'humanité. Les défis sont devant nous. Les Démocrates européens vont relever ces défis.

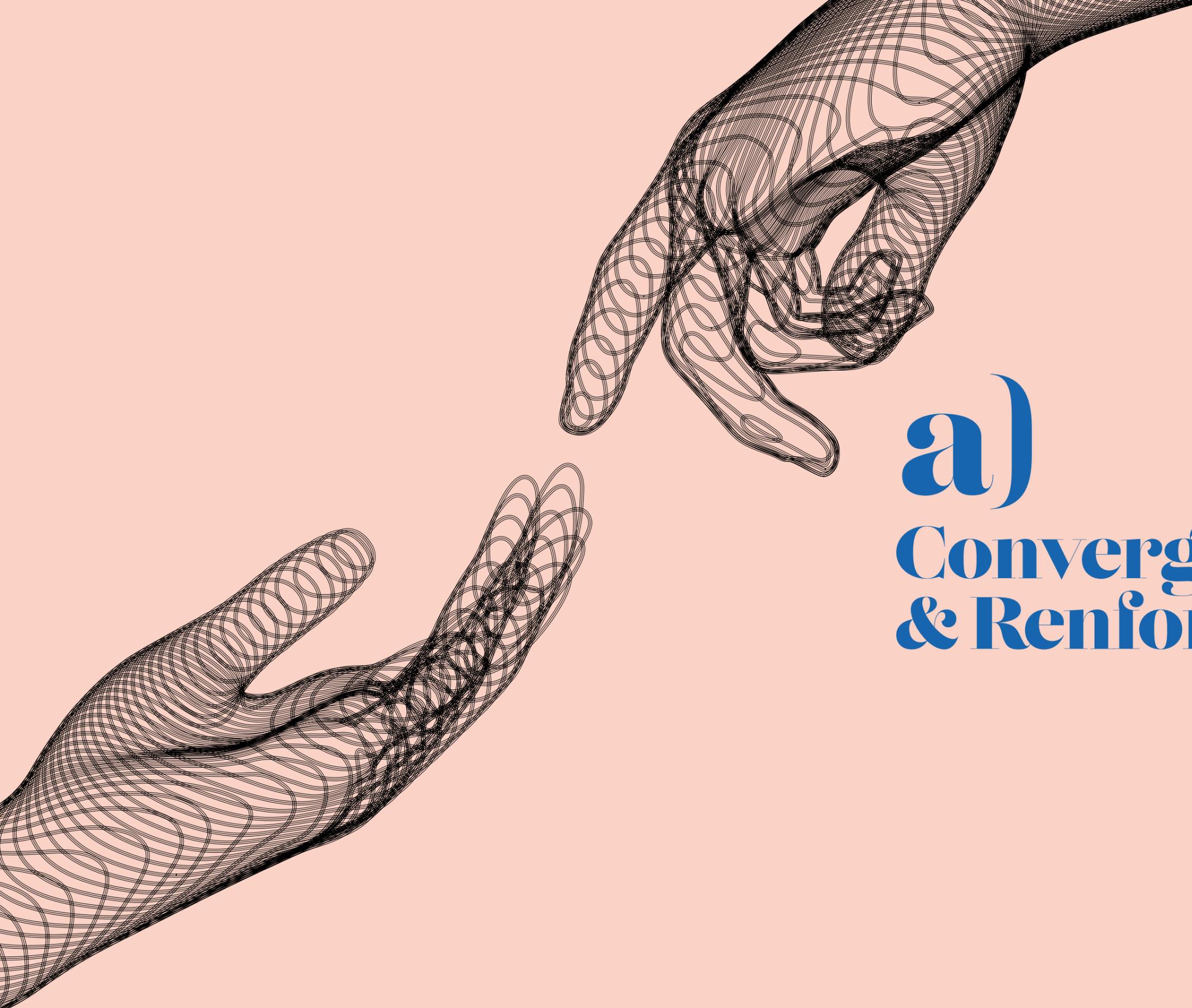


Action...





**Rejoignez
nous.**



a) Convergence & Renforcement

Convergence & Renforcement

DEMOCRATIE ET GOUVERNANCE 26

La démocratie et la gouvernance sont des piliers fondamentaux de toute société prospère. Pour notre mouvement, cela passe par la transparence, la participation citoyenne et la responsabilité des institutions européennes.

L'EUROPE, PUISSANCE MONDIALE 30

Pour faire face aux défis mondiaux croissants, l'Europe doit agir comme une puissance mondiale. Nous nous impliquerons dans une politique étrangère et de sécurité commune plus robuste, une coopération accrue dans le domaine de la défense et une voix unifiée sur la scène internationale.

CONSOLIDATION ET AUTONOMIE 32

Il est essentiel de renforcer la consolidation et l'autonomie de l'Europe dans des domaines clés tels que la technologie, l'innovation, l'énergie et la sécurité. Nous voulons investir dans la recherche et le développement, en créant des partenariats stratégiques entre les entreprises et en favorisant l'entrepreneuriat.

FINANCEMENT DES BIENS PUBLICS COMMUNS 36

Les biens publics communs, tels que la protection de l'environnement, la santé publique et la recherche scientifique, sont essentiels au bien-être de tous les citoyens européens. Notre objectif est de mettre en place un financement adéquat de ces secteurs pour garantir une qualité de vie meilleure et durable.

COHESION ET EQUITE 38

L'Union européenne a pour devoir de promouvoir la solidarité et l'équité parmi ses États membres. Nous nous engageons à minimiser les écarts économiques et sociaux en investissant dans les régions moins avancées, en facilitant l'accès à l'éducation, à la formation et à des opportunités d'emploi de haut niveau, tout en garantissant une égalité des chances pour tous citoyens.

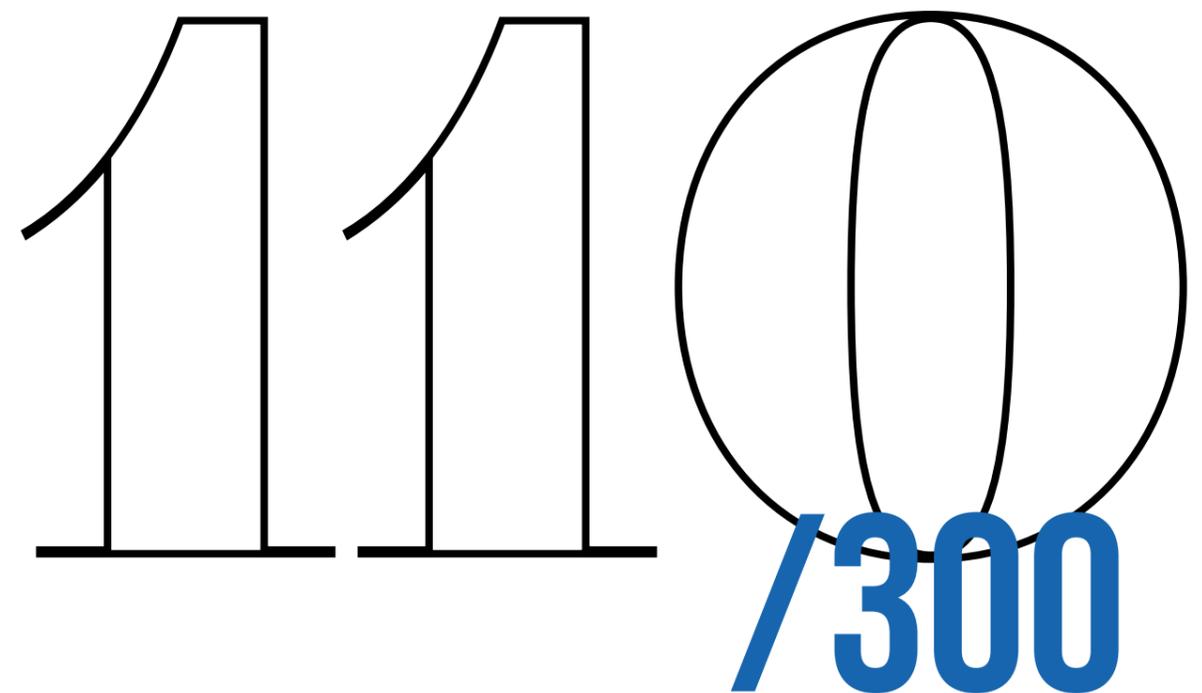
DIVERSITE ET INCLUSION 42

Nous voulons une Europe unie, équitable et inclusive, où chaque individu est respecté et peut vivre sa vie pleinement et librement. Il nous faut défendre les droits de l'homme universels et éliminer tous les obstacles pour une société inclusive, embrassant la diversité transgenre, transgénérationnelle et transnationale.

REFORME DE LA ZONE EURO 44

Reconnaissant l'importance vitale de la zone euro, nous proposons de mettre en place un budget spécifique visant à dynamiser la croissance économique tout en apportant un soutien concret aux pays en difficulté. Nous engageons à coordonner étroitement les politiques budgétaires et fiscales au sein de la zone euro, afin d'éviter tout déséquilibre économique majeur.

ACTIONS PRIORITAIRES



DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE

Les traités européens en vigueur ont marqué plus de 15 années de progrès pour l'Europe. Toutefois, l'Union européenne se retrouve aujourd'hui face à une opportunité unique de renforcer sa structure institutionnelle et de devenir une Europe souveraine et démocratique. Pour aller encore plus loin, nous pouvons œuvrer pour créer une véritable union politique basée sur la solidarité.

Nous, Démocrates européens, appelons l'Europe à reprendre le contrôle de son destin en renforçant la souveraineté et l'autonomie du continent. En construisant une communauté politique solidaire, nous assurerons un avenir positif pour l'Europe, en relevant les défis du populisme et des violations du droit international avec des solutions constructives et inclusives. Pour relever les défis à venir, qu'ils soient sociétaux, climatiques, environnementaux ou sécuritaires, l'Union européenne doit agir de manière plus rapide et plus efficace. Nous voulons construire un avenir prospère et résilient pour notre continent. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que l'Europe soit une force positive pour ses citoyens et pour le monde.

Aussi et afin de renforcer la démocratie, il est nécessaire d'instaurer la possibilité d'élire un(e) président(e) de l'Union européenne issu(e) de listes électorales communes à tous les pays européens.

Et, par ailleurs, pour renouer le lien entre les

citoyens et l'Europe ainsi qu'avec ses institutions, une implication directe dans la vie politique de l'Union est indispensable. Attendre les élections européennes tous les cinq ans ne suffit plus à favoriser une réelle participation citoyenne. Nous proposons une action novatrice : la mise en place d'un mécanisme d'Agoras citoyennes.

Chaque année au printemps, des Agoras citoyennes nationales et européennes se réuniraient pour débattre et proposer des priorités pour l'Europe. Ces échanges permettraient de nourrir le programme annuel présenté par le (la) Président(e) de la Commission européenne, à chaque mois de septembre lors du discours sur l'état de l'Union. En offrant aux citoyens cette plateforme pour s'exprimer activement, nous favoriserons la participation directe à la construction de l'Europe et nous renforcerons le sentiment d'appartenance et d'engagement de tous les citoyens envers l'Europe.

La démocratie doit être renforcée en incluant les citoyens dans les décisions politiques. En fournissant des informations transparentes, en traitant les citoyens comme des partenaires et en les impliquant activement, nous garantissons la stabilité démocratique et évitons de nombreux problèmes.



25/300

ACTIONS PRIORITAIRES

- Mettre en place une convention de révision des traités afin de supprimer le vote à l'unanimité au Conseil.
- Mettre en œuvre les propositions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe afin de faire valoir les demandes des citoyens européens dans ce domaine.
- Faciliter l'intégration politique plus rapide des groupes de pays et de peuples qui en manifestent la volonté politique, sans possibilité de blocage de la part des autres.
- Instaurer la possibilité d'élire un(e) président(e) de l'Union européenne issu(e) de listes électorales communes à tous les pays européens (fusion du président de la Commission et du président du Conseil européen).
- Inclure les listes transnationales lors des élections au Parlement européen.
- Doter le Parlement européen de droits législatifs de codécision lorsqu'il joue un rôle consultatif et de droits de codécision sur le budget, y compris sur les recettes.
- Confier au Parlement un véritable droit d'initiative législative complétant l'initiative citoyenne européenne.
- Renforcer le rôle de l'Union européenne dans des domaines tels que la santé, l'éducation et l'énergie.
- Introduire une clause d'urgence afin d'autoriser l'Union européenne à agir avec des compétences extraordinaires en cas de crise majeure.
- Renforcer les partis et les fondations politiques européens, permettrait d'accroître leur viabilité.
- Assurer la transparence des financements des partis politiques et des campagnes électorales et interdire l'ingérence internationale.
- Renforcer la capacité des partis politiques et mouvements à mener des campagnes politiques transnationales.
- Activer les clauses qui permettent le passage à la majorité qualifiée dans certaines décisions européennes. Cela évitera les blocages qui peuvent survenir avec le système actuel d'unanimité.



**STOP
AU VETO**



**ÉLECTION DIRECTE DU
PRÉSIDENT DE L'UE**



**LISTES
TRANSNATIONALES**



**PLUS DE POUVOIRS
AU PARLEMENT**



**SIMPLIFICATION DU
VOTE À L'ÉTRANGER**



- Mettre en œuvre des clauses passerelles temporaires pour permettre des changements juridiques et institutionnels importants en utilisant des procédures simplifiées.
- Résidents d'un état membre dans un autre pays d'un état membre lors des élections européennes.
- Faciliter la participation des citoyens européens résidant dans un autre Etat membre en leur permettant de voter et/ou de se présenter aux élections régionales ou nationales du pays où ils vivent.
- Proposer la création d'une agence européenne pour renforcer la démocratie dans le processus de décision, la participation citoyenne au sein de l'UE et le rôle des parlements nationaux.
- Garantir l'égalité des chances pour tous les citoyens de l'Union, et prêter une attention particulière aux plus vulnérables et marginalisés.
- Encourager la participation citoyenne en utilisant les nouvelles technologies.
- Créer un statut de la citoyenneté européenne sur la base des traités existants
- Etablir un statut pour les associations transfrontalières européennes.
- Continuer de promouvoir le rôle des collectivités locales et régionales dans les politiques relatives au climat et à la biodiversité par le biais d'actions de diplomatie climatique infranationale.
- Développer un projet pilote sur la promotion des valeurs européennes par l'éducation et la culture, y compris en recensant les meilleures pratiques au niveau local et régional dans l'ensemble de l'Union européenne, comme décidé par le Comité des Régions.
- Clarifier le fait que la subsidiarité ne consiste pas à empêcher le niveau européen d'agir, mais à identifier le niveau de gouvernement qui devrait jouer le rôle de chef de file, que ce soit par le biais de pouvoirs exclusifs formels ou de pouvoirs partagés formels.
- Accorder aux parlements nationaux et régionaux dotés d'un pouvoir législatif la possibilité de suggérer à l'avenir des initiatives législatives au niveau de l'Union Européenne en prévoyant un mécanisme spécifique à cet effet dans le règlement régissant l'initiative citoyenne européenne.
- Changer les noms des institutions de l'Union européenne, afin de clarifier leurs fonctions et leur rôle respectif dans le processus décisionnel de l'Union européenne pour les citoyens.



“

L'Union européenne doit agir de manière plus rapide et plus efficace

L'EUROPE, PUISSANCE MONDIALE

Nous avons, nous, la conviction profonde que la paix est la pierre angulaire de toute civilisation prospère, en Ukraine, en Israël, partout dans le monde.

Dans cet esprit, nous nous efforcerons inlassablement de cultiver des relations pacifiques, de favoriser la résolution non violente des conflits et de promouvoir une culture de la paix à l'échelle mondiale.

Dans cette logique, sur notre continent, nous sommes évidemment déterminés à lutter contre la corruption, les abus des droits humains et la répression politique. Nous promouvoir la justice internationale et la sécurité notamment dans les pays voisins, tout en luttant contre l'ingérence extérieure.

Nous renforcerons la coopération avec nos partenaires qui partagent les idées basées sur le respect mutuel et les valeurs communes. Nous ambitionnons de jouer un rôle de leader dans la réforme du multilatéralisme et de promouvoir nos valeurs au sein de la coopération internationale.

Nous voulons consolider la position et l'influence de l'Union européenne dans le monde en assurant la promotion de son autonomie stratégique et en parlant d'une seule voix.

Nous voulons une véritable Politique de Sécurité

et de Défense Commune. La sécurité interne et externe de l'Union européenne est une de nos priorités face aux menaces hybrides qui sont un défi sécuritaire majeur. Nous proposerons de renforcer les agences de sécurité européennes et d'intensifier la coopération transfrontalière pour y parvenir. Nous soutiendrons les actions spécifiques tels que la mise en place de forces d'interventions communes européennes et l'achat de matériel militaire.

En ce qui concerne la migration et l'asile (voir le chapitre Flux migratoires), nous souhaitons harmoniser les politiques européennes et améliorer la protection des frontières extérieures de l'Union européenne.

Nous sommes déterminés à lutter contre le trafic d'armes, mettant particulièrement l'accent sur la période post-guerre en Ukraine.

Nous croyons en un monde où la paix n'est pas seulement un idéal, mais une réalité pour chaque individu, garantissant un avenir sûr et harmonieux pour toutes les générations à venir.

15/300

ACTIONS PRIORITAIRES

DROITS HUMAINS, DÉMOCRATIE ET ÉTAT DE DROIT

- Promouvoir la paix dans le monde, la justice internationale, la sécurité dans les pays voisins et lutter contre l'ingérence extérieure et lutter contre la corruption, les abus des droits humains, les bafouements de l'Etat de droit, et la répression politique.
- Protéger les médias indépendants et les minorités ethniques et religieuses.
- Créer une nouvelle alliance globale pour la démocratie notamment en partenariat avec les grandes démocraties, telles que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada.
- Adopter une position ferme contre les violations des droits humains à l'encontre des minorités (par exemple les personnes LGBTQ+) dans les pays tiers, en utilisant tous les moyens de pression possibles.

COOPÉRATION AVEC DES PARTENAIRES

- Jouer un rôle de leader dans la réforme du multilatéralisme, et notamment appeler à la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies afin de créer davantage d'alliances multilatérales et aussi de promouvoir le dialogue entre les différentes cultures et civilisations, renforcer la paix, les droits humains et la démocratie dans le monde et promouvoir le « soft power », nos valeurs et l'autonomie stratégique.

RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE EN TANT QU'ACTEUR MONDIAL

- Renforcer le rôle des entreprises de l'Union européenne dans des pays non-membres, en tant que multiplicateurs des valeurs de l'Union tout en tenant compte les besoins des PME de l'Union.
- Inclure ces entreprises dans les accords commerciaux.
- Garantir le respect des normes de travail et de droits humains de l'Union européenne dans les accords commerciaux internationaux.
- Lutter contre le trafic d'armes avec une attention particulière sur la période post-guerre en Ukraine.

SÉCURITÉ INTERNE ET EXTERNE

- Harmoniser les politiques européennes en matière de migration et d'asile.
- Améliorer la protection des frontières extérieures de l'Union européenne.
- Déployer une stratégie cohérente dans la lutte contre les « menaces et les campagnes hybrides » afin d'aider les pays européens à les contrer efficacement.

DÉFENSE

- Développer une véritable puissance militaire européenne et soutenir l'autonomie stratégique de l'Europe tout en préservant la relation transatlantique avec l'OTAN.
- Renforcer de l'État-major de l'Union européenne (EMUE) pour une coordination et une planification efficaces des opérations militaires.
- Encourager l'approvisionnement conjoint européen en équipements militaires pour réaliser des économies d'échelle.

CONSOLIDATION ET AUTONOMIE

Dans le vaste champ de l'industrie, où se forge notre avenir, nous prenons l'engagement de cultiver une économie européenne qui protège nos ressources, diversifie nos approvisionnements, sécurise nos entreprises stratégiques et favorise une compétition équitable à l'échelle internationale.

Ainsi, pour réduire notre dépendance envers un petit groupe de pays fournisseurs, nous opérerons pour la diversification de nos sources d'approvisionnement et veillerons à leur sécurité. Parallèlement, nous instituerons des mécanismes de réutilisation et de recyclage performants pour atténuer les conséquences environnementales et économiques de l'extraction de ces ressources.

De plus, nous prêterons une attention particulière à la menace de l'espionnage économique. En mettant en place des méthodes de surveillance avancées et en instaurant des mesures de protection adaptées, nous renforcerons notre résilience contre cette menace grandissante.

Mais, pas d'autonomie sans transports. Dans ce domaine, tout en adoptant des technologies numériques et énergies nouvelles, nous nous engageons à investir dans un réseau efficace de liaisons ferroviaires à grande vitesse, aériennes et maritimes. Nous sommes convaincus que l'amélioration des infrastructures facilitera les déplacements transfrontaliers et favorisera l'intégration européenne. En développant les transports, et surtout les transports en commun, nous augmenterons les échanges commerciaux, encouragerons le tourisme intra-européen et faciliterons la mobilité des citoyens.

Par ailleurs, afin de faciliter l'accès aux financements pour la recherche et le développement, nous développerons des procédures simplifiées et transparentes. En soutenant les accès aux fonds de l'UE, nous stimulerons la créativité, favoriserons l'émergence de nouvelles idées et renforcerons la compétitivité de l'Europe sur la scène mondiale.

Afin de créer des opportunités d'emploi, favoriser la croissance et permettre à l'Europe de rester à la pointe de l'innovation technologique, nous mettrons en place des politiques et des mesures incitatives et nous encouragerons la transformation des résultats de la recherche en produits et services concrets.

Enfin, nous sommes convaincus que l'investissement dans le secteur spatial est essentiel pour la compétitivité, la sécurité et la prospérité de l'Europe. Pour autant, nous favoriserons des pratiques responsables dans l'exploration spatiale et nous mettrons en place des règles de sécurité pour protéger les intérêts de l'UE et de ses États membres dans l'espace.

20/300

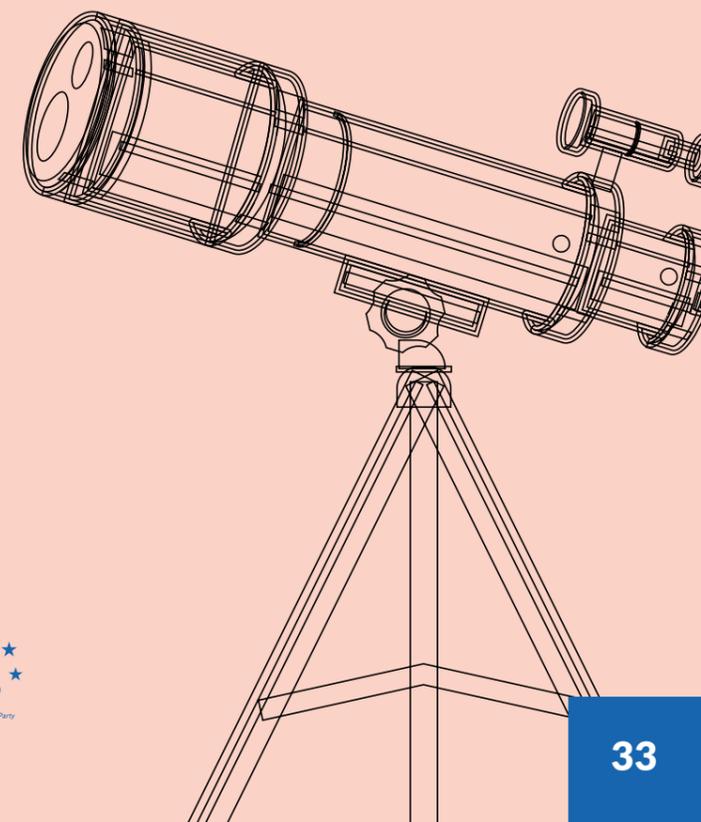
ACTIONS PRIORITAIRES

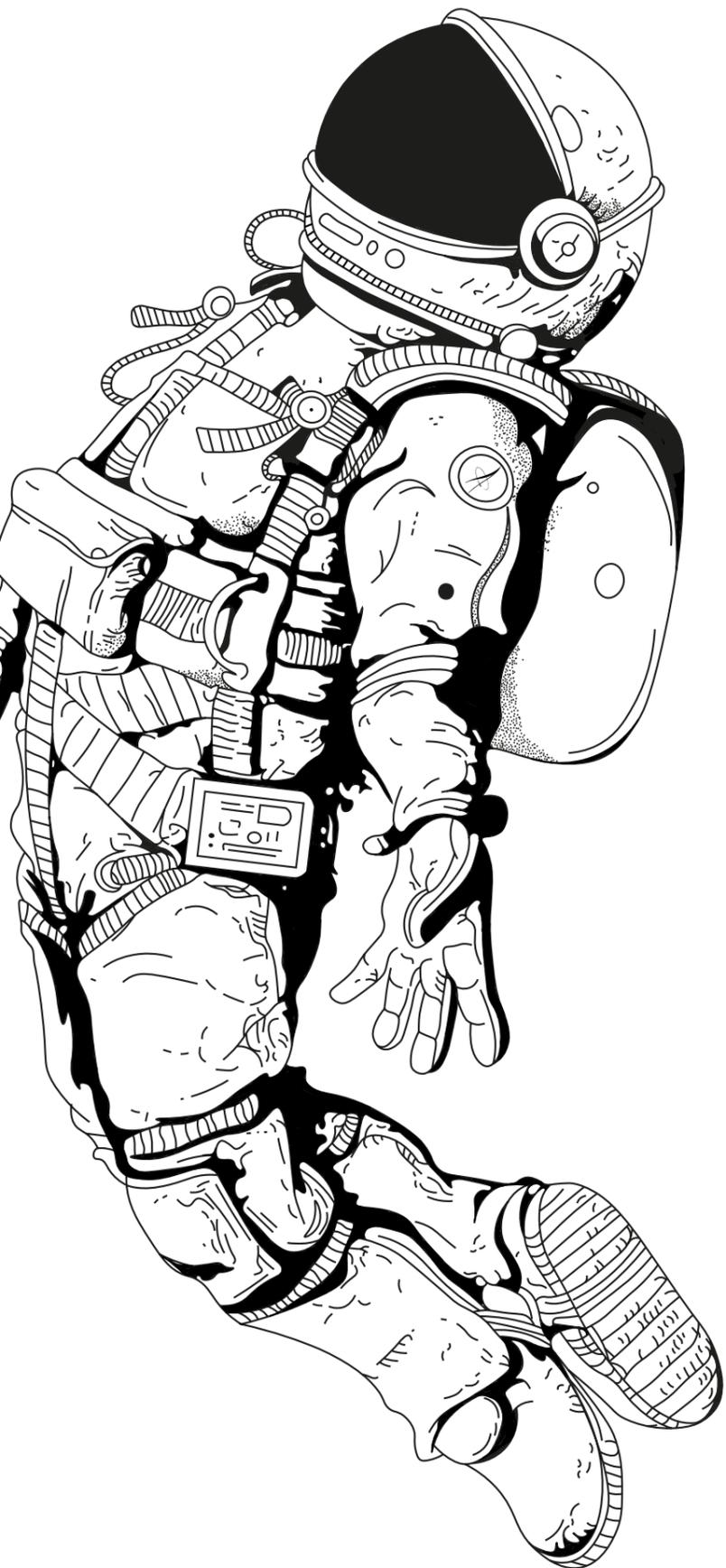
INDUSTRIE

- Accroître la circularité des matériaux dans l'Union européenne en développant la réutilisation et le recyclage des matériaux rares, avec une surveillance complète de la chaîne d'approvisionnement et la promotion de l'écoconception.
- Développer l'exploitation durable des matières premières stratégiques dans l'Union européenne et diversifier davantage nos importations.
- Mieux contrôler l'exportation de biens et de technologies stratégiques.
- Surveiller de manière plus étroite et contrer l'espionnage économique exercé par des acteurs étrangers.
- Permettre une concurrence internationale équitable et soutenir nos industries stratégiques en envisageant la création d'un fonds européen pour protéger les industries stratégiques contre les pratiques coercitives ou les tentatives de prise de contrôle en provenance de l'extérieur de l'Union.

TRANSPORTS

- Exiger le respect des plans d'investissement définis dans les réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) afin d'améliorer la connectivité transfrontalière grâce à un réseau européen de liaisons ferroviaires, aériennes et maritimes à grande vitesse.
- Accélérer la numérisation et la transition écologique du secteur des transports, et développer un système de mobilité intégré, intelligent et européen.
- Soutenir la production de batteries et de stockage d'énergie dans l'Union européenne et le déploiement d'infrastructures d'approvisionnement en carburants alternatifs.
- Proposer la célébration d'une Année européenne du vélo.
- Faire de l'Union européenne un leader dans les avions à zéro émission.
- Renforcer les transports en commun, notamment en simplifiant leur utilisation grâce à des systèmes de billetterie communs.
- Développer le Ciel unique européen, élément clé pour l'efficacité du transport aérien et la réduction des émissions.



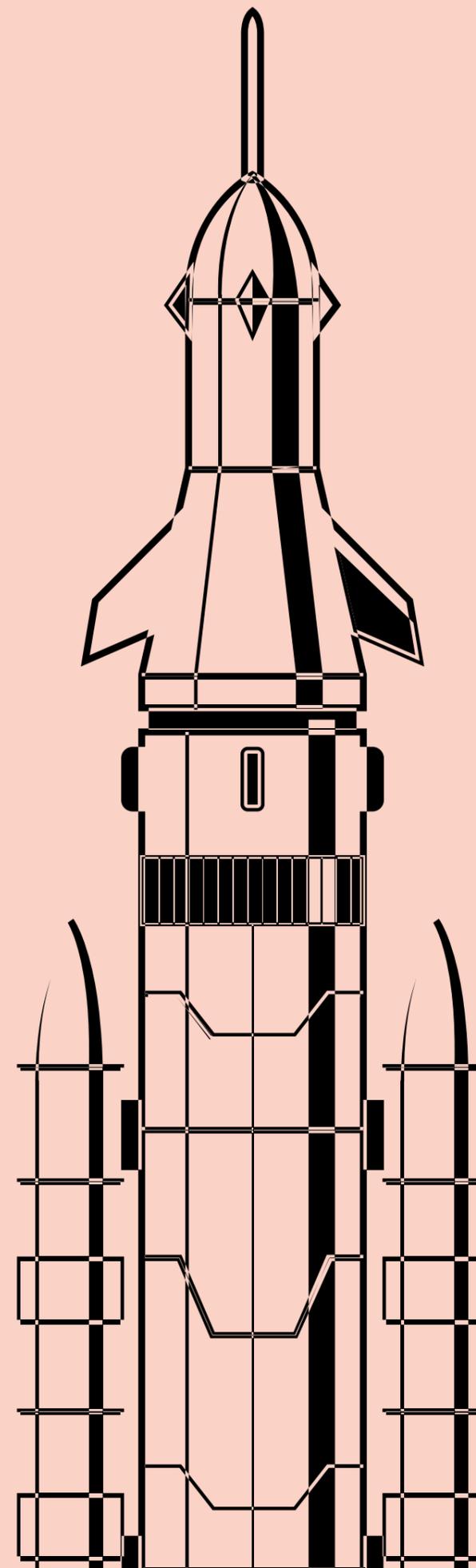


RECHERCHE ET INNOVATION

- Simplifier l'accès aux fonds de l'Union européenne pour la recherche et le développement, en particulier pour les PME et les chercheurs.
- Promouvoir la commercialisation et l'adoption sur le marché de nouvelles technologies et innovations dans l'Union européenne.
- Favoriser les synergies entre les programmes européens.

ESPACE

- Proposer une législation générale de l'Union européenne pour l'espace, avec des critères de durabilité environnementale et spatiale, mais aussi des règles en matière de sécurité spatiale.
- Augmenter le budget spatial de l'Union européenne, en particulier pour garantir l'accès de l'Union européenne à l'espace et le développement de ses constellations de satellites (Galileo, Copernicus, IRIS 2).
- Proposer la création d'un Commandement spatial européen, afin de mieux protéger nos actifs spatiaux européens et ceux des États membres.
- Soutenir le lancement de satellites publics et commerciaux depuis l'Union européenne.
- Réviser des traités, qui confère un rôle plus important à la réglementation spatiale par l'Union européenne.



FINANCER LES BIENS PUBLICS COMMUNS

Il est temps de parler finance. Une question centrale se profile : comment doter l'Union européenne de nouvelles ressources propres pour soutenir nos ambitions collectives ?

Même si, en novembre 2022, le Parlement européen a donné son feu vert à la proposition de la Commission d'introduire un premier ensemble de trois nouvelles ressources propres (un mécanisme élargi d'échange de quotas d'émission, un mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone et une part des bénéfices réaffectés des très grandes entreprises multinationales*), nous voyons plus loin.

Nous sommes persuadés que pour revitaliser l'économie européenne, il est impératif de renforcer les moyens de financement directs, tout en réduisant sa dépendance vis-à-vis des contributions nationales ou des taxes imposées aux citoyens. En effet, les citoyens ne doivent pas être imposés par l'Europe. Ce sont plutôt les grandes entreprises polluantes et les géants du numérique qui profitent du marché unique tout en externalisant leurs activités qui doivent être mise à contribution pour atteindre ces objectifs.

(*) Ressources générées à partir de contributions du système d'échange de quotas d'émission (ETS), du mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone (CBAM) et d'une part des bénéfices résiduels des grandes entreprises multinationales.

Cette approche nous permettra de financer de nouveaux projets d'infrastructure, de recherche ainsi que les transitions verte et numérique, sans imposer un fardeau excessif à aucun État membre.

L'importance de cette démarche réside dans le fait qu'aucun État membre ne peut réunir des fonds de manière isolée. Face aux défis qui se profilent, ce n'est pas un simple transfert de ressources d'un pays à l'autre qu'il faut imaginer mais plutôt une réponse collective de l'Union. Nous voulons agir au niveau européen, là où les États individuellement ne peuvent pas le faire efficacement. C'est ce que nous entendons par subsidiarité.

Ces nouvelles ressources seront spécifiquement allouées à des projets où la mutualisation des moyens prend tout son sens. Notre priorité sera donc de soutenir l'intelligence artificielle, d'investir dans l'économie de demain (notamment dans la numérisation de l'industrie) et de promouvoir la recherche sur les énergies renouvelables et les technologies du futur.



10/300

ACTIONS PRIORITAIRES

RESSOURCES PROPRES

- Développer la fiscalité des entreprises, afin d'harmoniser les assiettes de l'impôt sur les sociétés au sein de l'UE.
- Introduire une fiscalité des crypto-monnaies, un secteur mal régulé se jouant des différents régimes fiscaux applicables entre les États membres.
- Adopter une taxe sur les géants du numérique afin que tous les acteurs paient leur juste part car ils sont deux fois moins imposés que les entreprises traditionnelles en Europe.
- Surveiller que les grandes entreprises multinationales, particulièrement celles ayant un impact environnemental significatif, contribuent de manière proportionnelle à leur empreinte.
- Veiller à ce que ces nouvelles ressources soient générées de manière équitable et transparente.

RELANCE

- Soutenir de nouveaux projets d'infrastructure et de recherche et créer des emplois et renforcer notre compétitivité mondiale.

TRANSITION VERTE, NUMÉRIQUE ET CONNAISSANCE

- Allouer une part significative des nouvelles ressources propres à des projets liés aux énergies renouvelables, la recherche sur les technologies du futur et la numérisation de l'industrie, la culture et l'Erasmus.

COMPÉTITIVITÉ

- Garantir que l'Union européenne ne soit pas désavantagée sur le plan de la concurrence.
- Favoriser la participation des citoyens dans la définition des projets financés par ces ressources, garantissant ainsi une démarche démocratique et transparente.

UNION DES VALEURS

- Renforcer la capacité de l'Union européenne à financer directement la société civile ou les collectivités locales lors de l'adoption des sanctions financières pour violation de l'État de droit à l'encontre d'un gouvernement de l'Union européenne, en promouvant une conditionnalité budgétaire intelligente et en donnant à l'Union européenne la possibilité de financer, comme proposé par Renew Europe.



COHESION ET ÉQUITÉ

Nous nous engageons pleinement à promouvoir l'égalité des sexes en garantissant à chacun l'accès équitable à l'éducation et aux opportunités d'emploi dans les secteurs clés. En investissant dans le développement des compétences et de l'expertise pour tous, nous stimulerons l'innovation et renforcerons la compétitivité. Aussi, nous promouvons le bien-être, la santé et la sécurité des familles et de leurs membres dans notre société en mutation démographique.

L'intergénération est également l'une de nos priorités, avec un engagement envers les jeunes et les aînés. Nous aspirons en effet à construire une société équilibrée et résiliente où chaque individu, quel que soit son âge, puisse relever les défis à venir. Nous sommes fermement convaincus que la clé de la prospérité collective durable réside dans la mise à disposition de tous des moyens et des opportunités nécessaires.

Pour atteindre cet objectif, nous mettrons en place des politiques qui favorisent l'investissement dans la jeunesse. Nous considérons qu'ils sont les fondations de notre avenir et nous nous engageons à soutenir leur acquisition de compétences, leur mobilité et leur accès à des stages de qualité. En investissant dans la formation et le développement des jeunes, nous façonnerons une génération dynamique et compétente, prête à contribuer activement à la prospérité et à la durabilité de notre société.

Dans le même temps, pour les seniors, nous développerons des politiques et des initiatives visant à garantir leur bien-être, leur participation active dans la société et leur accès

à des opportunités continues.

Ainsi, en garantissant un accès équitable à une formation de qualité, nous permettrons à tous les individus de développer leur potentiel et de contribuer pleinement à l'économie et à la société.

Nous voulons aussi créer un Observatoire européen des talents, dont l'objectif sera de favoriser la collaboration entre les États membres pour identifier les meilleures pratiques en matière d'éducation, de formation et de développement des compétences.

Nous sommes convaincus qu'en encourageant l'innovation éducative, nous nous assurons que notre continent reste à la pointe de l'éducation et de la formation.

Nous croyons profondément en une Europe qui célèbre la diversité. Nous considérons que c'est une force qui doit être valorisée. Renforcer l'État providence et les systèmes de protection sociale afin de leur permettre de répondre aux transitions démographiques, numériques et écologiques en cours sera toujours au cœur de notre engagement.

Dans l'Union européenne de demain, l'individu sera au cœur de la cité. Nous créerons des villes totalement accessibles, sans obstacles pour les personnes à mobilité réduite. Les familles seront reconnues et respectées partout en Europe, avec des lois nationales garantissant l'égalité et la dignité pour tous.

Nous serons à l'avant-garde de la promotion de l'égalité et du respect pour tous et veillerons à ce que nos normes européennes, qui comptent déjà parmi les plus évoluées de la planète, deviennent de plus en plus cohérentes dans l'ensemble de l'Union.

25/300

ACTIONS PRIORITAIRES

LUTTER POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

- Assurer l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.
- Considérer l'égalité comme un facteur de compétitivité en permettant l'intégration de tous les talents disponibles dans le système productif.
- Combattre le harcèlement sur le lieu de travail et faire progresser l'égalité des genres, constamment et sans relâche, dans tous les aspects de la vie.
- Garantir les droits sexuels et reproductifs dans toute l'Union européenne.
- Eradiquer toutes les formes de violence à l'égard des femmes, des enfants et la violence basée sur le genre.

INTERGÉNÉRATION

- Étendre la protection juridique européenne contre la discrimination fondée sur l'âge au-delà du domaine de l'emploi.
- Permettre aux personnes âgées de bénéficier de soins de longue durée en renforçant leur autonomie, leur intégration et leur rôle dans la société.
- Garantir la participation des personnes âgées dans tous les domaines en promouvant une stratégie européenne pour le vieillissement actif.
- Permettre un accès complet, abordable et égal aux services publics tels que les transports publics et le logement.
- Faciliter les périodes de transition entre l'apprentissage, le travail, les soins familiaux, les périodes de chômage et la retraite peut avoir lieu à différents âges.
- Promouvoir, aux Nations Unies, les droits humains tout au long de la vie.

FORMATION DE QUALITÉ

- Créer un Observatoire européen des talents.
- Permettre l'exportation des droits de sécurité sociale pour favoriser la mobilité.
- Encourager les salaires minimums adéquats.
- Protéger la sécurité au travail et assurer la sécurité sanitaire, physique et mentale.

EGALITÉ POUR TOUS

- Lutter contre la pauvreté, développer des programmes de soutien ciblés et traiter en particulier la question de la pauvreté infantile.
- S'attaquer à la question du logement décent et abordable, tout en éradiquant le « sans-abrisme ».
- Soutenir les ménages et les entreprises confrontés à la précarité énergétique et fournir une aide à la rénovation des bâtiments.
- Garantir l'égalité des droits pour les personnes handicapées et faciliter leur libre circulation et introduire une carte européenne de handicap.

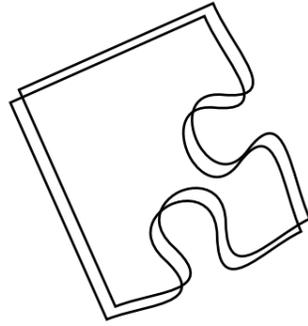
NOUVEAU MONDE DU TRAVAIL

- Protéger les travailleurs aux statuts non standards et leur fournir une protection sociale indépendamment de leur statut d'emploi.
- Reconnaître un droit à la déconnexion et réglementer la pratique du télétravail.
- Promouvoir la revalorisation des travailleurs en première ligne et définir plus clairement les secteurs essentiels de l'économie.

RÉDUIRE LE CHÔMAGE ET FOURNIR DES COMPÉTENCES PERTINENTES

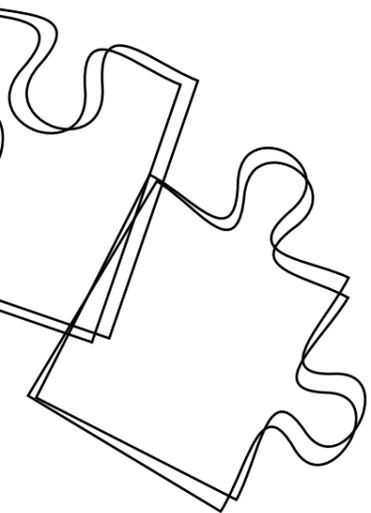
- Investir dans les emplois de qualité, les compétences et la reconversion.
- Réduire considérablement le nombre de NEET (jeunes ne travaillant pas, n'étudiant pas et n'étant pas en formation).
- Encourager les mesures de soutien européennes anti-crise pour faire face aux chocs asymétriques.

DIVERSITE ET INCLUSION



Nous croyons en une Europe unie, équitable et inclusive, où chaque individu est respecté et peut vivre sa vie pleinement et librement. Dès lors, nous défendrons vigoureusement les droits de l'homme universels, enracinés dans notre riche culture européenne. Notre lutte éliminera tous les obstacles pour une société inclusive, embrassant la diversité transgenre, transgénérationnelle et transnationale.

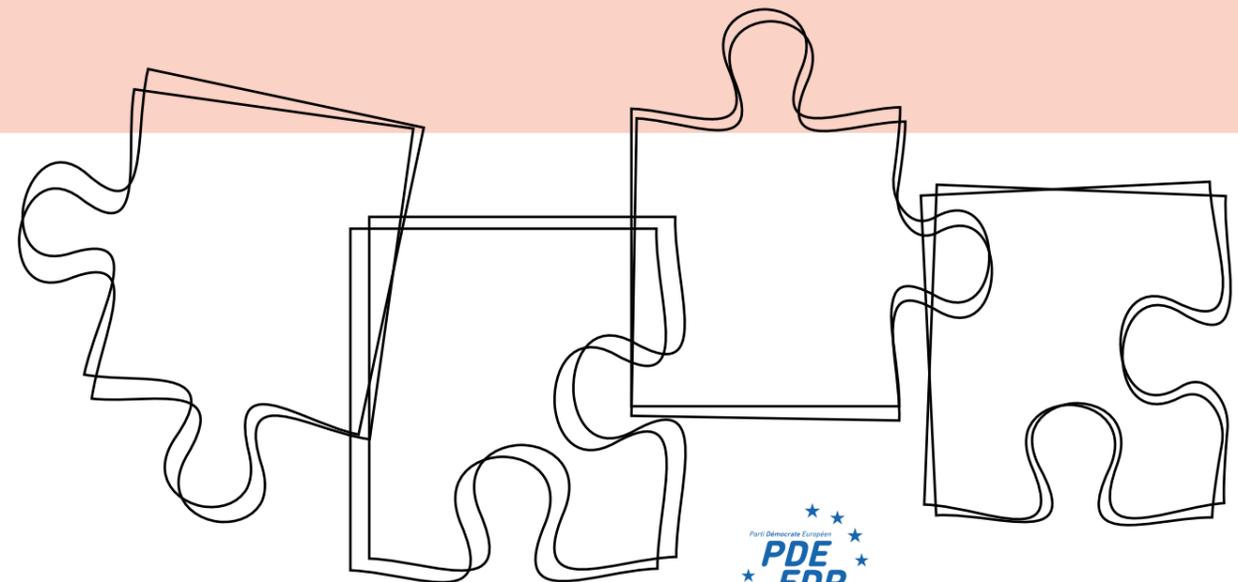
Nous soutiendrons activement la diversité et l'inclusion, défendrons les droits des minorités et œuvrerons pour l'adoption de la directive horizontale anti-discrimination. Nous garantirons l'égalité en assurant les mêmes droits pour toutes les familles dans tous les pays de l'Union. De plus, nous abolirons les barrières structurelles sur tout le continent, assurant ainsi un accès sans entrave aux personnes à mobilité réduite. Pour renforcer notre engagement envers les droits fondamentaux, nous doublerons le budget et le personnel de l'Agence européenne des droits fondamentaux, élargissant ainsi son mandat et ses fonctions.



5/300

ACTIONS PRIORITAIRES

- Reconnaître et faire respecter les droits de l'Homme universels fait partie intégrante de notre culture européenne et nous œuvrerons pour éliminer tous les obstacles entravant la construction d'une société entièrement inclusive : transgenre, transgénérationnelle et transnationale.
- Promouvoir la diversité et l'inclusion et défendre le respect des minorités et soutenir l'adoption de la directive horizontale anti-discrimination, attendue depuis 2008.
- Veiller à ce que les familles bénéficient des mêmes droits que dans leur pays d'origine dans tous les pays de l'UE.
- Promouvoir un plan ambitieux visant à supprimer les barrières structurelles dans l'ensemble de l'Union et ainsi permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite
- Renforcer l'Agence européenne des droits fondamentaux en doublant son budget et son personnel et en élargissant son mandat et ses fonctions.



REFORMER LA ZONE EURO

Dans un monde en perpétuel mouvement, la réforme de la zone euro, est un sujet complexe qui nécessite une initiative ambitieuse et une action collective.

Notre proposition est claire : une réforme courageuse de la zone euro. Nous sommes résolus à créer une union économique qui ne se contente pas de résister aux crises, mais qui devienne encore plus solide et prospère.

Face à la menace du retour de l'inflation et de la faible croissance sur notre continent, nous avons la responsabilité de bâtir une zone euro renforcée, une zone qui résonne de croissance et de convergence entre tous les pays membres, et dont le fonctionnement sera optimisé.

L'unité de l'Union européenne reste notre atout le plus précieux, mais sachant que chaque État membre possède des caractéristiques et des besoins économiques uniques, nous proposons une approche équilibrée qui encouragera le développement de normes communes tout en tenant compte des particularités nationales. Cette approche sera la clé pour mettre en œuvre des réformes structurelles efficaces, renforçant la capacité de

nos économies à croître ensemble et à résister aux turbulences venant de l'extérieur.

La réforme passe aussi par la modernisation de la zone euro. Nous voulons créer l'euro numérique en veillant à ne pas supprimer les liquidités. Cette innovation offrira aux citoyens un nouvel outil de paiement, capitalisant sur la capacité transformatrice des monnaies digitales. Cet euro numérique ne sera pas une substitution à l'argent liquide, mais bien une nouvelle modalité de paiement.

Tout en respectant les principes fondamentaux de confidentialité et de commodité des paiements, la création de l'euro numérique propulsera notre monnaie commune à l'avant-garde du XXI^e siècle et nous permettra de conserver notre souveraineté monétaire face à d'autres grandes puissances qui développent aussi leurs monnaies numériques.

10/300

ACTIONS PRIORITAIRES



CONVERGENCE POUR MIEUX RÉSISTER

- Reconnaître l'importance des approches spécifiques à chaque pays.
- Faciliter une croissance harmonieuse dans l'ensemble de la zone euro et renforcer la stabilité financière.
- Encourager les investissements pour la réalisation d'objectifs clés tels que la double transition écologique et numérique et l'autonomie stratégique de l'UE.



RÉFORMES STRUCTURELLES

- Œuvrer en faveur d'une zone euro où les défis économiques sont relevés collectivement et aligner nos politiques budgétaires.
- Proposer une adhésion plus stricte et plus transparente aux règles budgétaires existantes.
- Garantir une gestion budgétaire responsable pour remédier aux disparités en matière d'emploi, de croissance et de productivité et prendre mieux en compte les risques liés au climat.
- Promouvoir un développement économique équitable dans l'ensemble de la zone euro, tout en incitant les investissements publics nécessaires à la juste transition vers une économie sans carbone.



RESPECT DES RÈGLES BUDGÉTAIRES ET COOPÉRATION

- Promouvoir la coopération économique et de nouveaux investissements communs (notamment dans le numérique, l'écologie et la sécurité).



EURO NUMÉRIQUE

- Introduire notre monnaie numérique pour conserver notre souveraineté monétaire et consolider la zone euro en tant que leader mondial.



MOYEN DE PAIEMENTS DE DEMAIN

- Développer l'identification financière numérique à travers l'UE, permettant aux clients, aux banques et aux investisseurs de reconnaître facilement l'identification d'autres États membres de l'UE.
- Pousser la Banque centrale européenne (BCE) à mieux surveiller les grandes transactions liquides et numériques afin de lutter contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et le financement du terrorisme et de la criminalité organisée.



b)
**Renaissance
Globale**

Renaissance Globale

FLUX MIGRATOIRES

50

L'Europe doit aborder les flux migratoires avec humanité, tout en garantissant la sécurité et l'intégration. Nous proposons une approche globale basée sur la coopération internationale, incluant la création de voies légales de migration économiques, la protection des réfugiés et la lutte contre les causes profondes de la migration forcée.

LEADERSHIP VERT ET BLEU

54

Nous nous engageons à mener la transition vers une économie verte et circulaire. L'Europe doit être un leader mondial dans la lutte contre le changement climatique en investissant dans les énergies renouvelables, en promouvant la mobilité durable et en soutenant la recherche environnementale.

SANTE RENFORCEE

58

La pandémie a souligné l'importance du secteur. Nous proposons de renforcer les systèmes de santé européens, en améliorant la coordination et la réponse aux crises sanitaires. L'Europe doit investir dans la recherche médicale, garantir l'accès équitable aux traitements et promouvoir des modes de vie sains pour tous.

SOVERAINETE ALIMENTAIRE

60

Nous soutenons une agriculture durable qui préserve la biodiversité, favorise la santé des sols et garantit des aliments de haute qualité. La souveraineté alimentaire est essentielle pour réduire les dépendances extérieures et promouvoir une production locale respectueuse de l'environnement. Nous encouragerons également la pêche responsable pour préserver nos écosystèmes marins.

REVOLUTION NUMERIQUE

64

L'Europe doit embrasser la révolution numérique tout en protégeant les droits individuels et la vie privée. Nous défendons la création d'un marché unique numérique, encourageant l'innovation technologique et l'inclusion numérique pour tous les citoyens. La cybersécurité et la régulation éthique seront au cœur de notre approche.

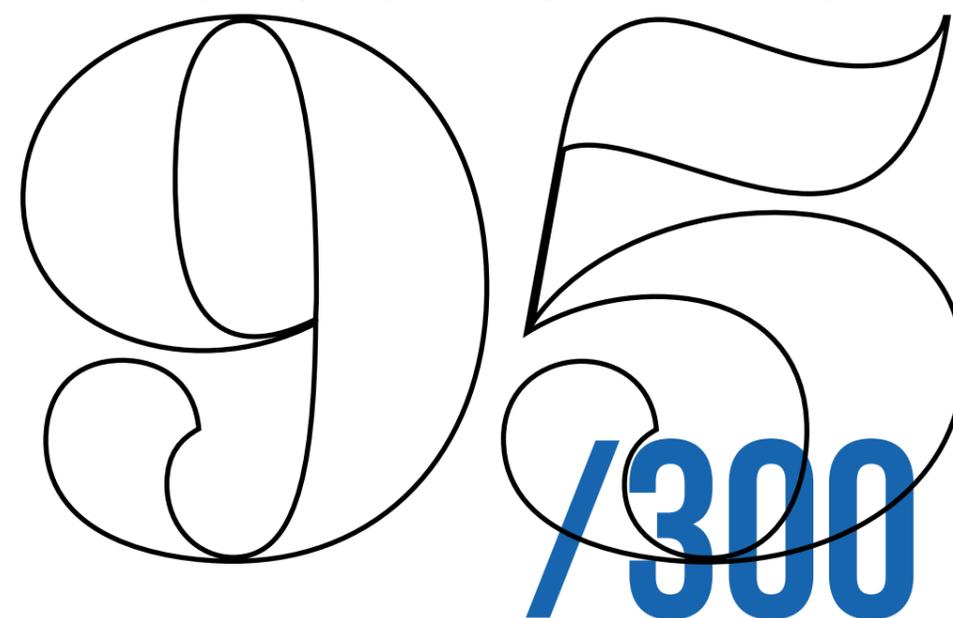
450 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

66

Les droits des consommateurs doivent être protégés dans un marché européen compétitif et durable. Nous promouvons la transparence des produits, la sécurité des consommateurs et l'accès à une information claire. Notre engagement envers les droits des consommateurs contribuera à bâtir la confiance et à encourager des pratiques commerciales plus justes.



ACTIONS PRIORITAIRES



FLUX MIGRATOIRES

Dans le contexte d'une Europe qui se prépare à faire face au défi du déclin démographique, nous préconisons une approche stratégique et concertée envers les politiques d'asile et de migration entre les États membres.

Ainsi, tout en ayant à l'esprit et reconnaissant la nécessité de relever le défi migratoire en investissant judicieusement dans les économies locales, notre engagement à sécuriser de manière efficace nos frontières terrestres et maritimes demeure une priorité indéfectible.

En collaboration avec les autorités locales, régionales, et les forces nationales et européennes, nous affirmerons notre engagement envers une gestion éclairée de la migration économique. Cela se traduira par la mise en place de "quotas européens" qui encadreront les flux économiques, garantissant ainsi une arrivée ordonnée des individus sur notre continent. Simultanément, nous déploierons une stratégie robuste pour démanteler les réseaux criminels tout en sauvant les vies humaines en détresse en mer.

Au cœur de notre action résident les droits humains et l'égalité. Pour chaque migrant, nous placerons toujours l'intégration sociale, économique et culturelle au premier plan. Une attention particulière sera accordée aux mineurs non accompagnés et aux jeunes nouvellement arrivés sur notre continent. À cette fin, nous mobiliserons les ressources nécessaires pour catalyser des projets d'intégration qui les impliquent activement et les guident vers une transition réussie vers le monde professionnel.

À travers ces valeurs fondamentales, nous visons à sculpter une Europe inclusive, ancrée dans la sécurité et profondément respectueuse des droits humains. En embrassant la dynamique de la migration, nous saisissons les opportunités de créer une Europe forte et diversifiée.

10/300

ACTIONS PRIORITAIRES



DÉVELOPPEMENT IN SITU

- Développer des programmes d'investissements économiques dans les pays d'origine des migrants.
- Stimuler le développement économique et la création d'emplois.
- Garantir l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi.



POLITIQUES DE MIGRATION ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉES

- Mettre en œuvre des mesures de sécurité renforcées pour prévenir et combattre l'immigration clandestine.
- Statuer sur des "quotas européens" afin de réguler les flux économiques et de garantir une migration ordonnée et bénéfique.
- Accélérer le traitement des demandes de retour afin de soulager la charge pesant sur les migrants et les pays d'accueil.
- Mettre en place des mécanismes efficaces de retours assistés et volontaires pour permettre aux migrants de retourner dans leur pays d'origine en toute sécurité et dignité.



INTÉGRATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

- Mettre en œuvre des politiques favorisant une intégration solide aux niveaux social, économique et culturel en intégrant les villes et les régions en amont et en aval des processus de décision sur les politiques migratoires et en mettant en place des mécanismes d'aide financière pour faire face aux urgences humanitaires. C'est à ce niveau que l'intégration a lieu et que la plupart des services sont fournis.



VISAS ET LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

- Utiliser les visas pour favoriser la migration régulière et mieux coopérer avec le pays d'origine.
- Favoriser la coopération et le développement des relations dans le domaine migratoire.



Tout en ayant à l'esprit et en reconnaissant la nécessité de relever le défi migratoire en investissant dans les économies locales, notre engagement à sécuriser de manière efficace nos frontières demeure une priorité indéfectible

 **QUOTAS EUROPÉENS**

 **FLUX ÉCONOMIQUES**

 **DÉMANTELER LES RÉSEAUX CRIMINELS**

 **INTÉGRATION**



À travers ces valeurs fondamentales, nous visons à sculpter une Europe, ancrée dans la sécurité et profondément respectueuse des

**droits
humains**



LEADERSHIP VERT ET BLEU

Pour lutter efficacement contre le changement climatique, notre mouvement aura une approche pragmatique, guidée par des données concrètes plutôt que par des idéologies et, dans le même temps, veillera à ne pas faire porter la charge de financements des actions sur les contribuables.

L'une de nos priorités est de réduire la dépendance énergétique de l'UE en développant la production d'énergie propre, tout en respectant la neutralité technologique. Nous encouragerons l'utilisation des énergies renouvelables et du nucléaire suivant les choix nationaux, reconnaissant leur rôle crucial dans la réduction des émissions de CO2. En exploitant toutes les solutions disponibles, nous garantirons une transition énergétique efficace et durable.

Notre engagement reposera sur les piliers de la solidarité, de la stabilité, de la durabilité et de la souveraineté. Nous entendons forger une nouvelle dynamique proactive qui harmonise les domaines de l'écologie et de l'économie. Dans cet esprit, nous adopterons une perspective globale tout en agissant localement. Notre action suivra deux axes majeurs : premièrement, une stratégie définie avec clarté pour la gestion judicieuse de nos ressources, en commençant par les précieuses ressources que sont l'eau et nos océans. Deuxièmement, nous déploierons des politiques ambitieuses de décarbonisation, marquant ainsi notre engagement en faveur de la transition énergétique.

Nous apporterons notre soutien actif aux autorités régionales et favoriserons la mise en place massive de sources d'énergie propre. Cela contribuera non seulement à réduire

notre dépendance aux combustibles fossiles, mais aussi à abaisser considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

Nous nous efforcerons d'encourager la production coopérative d'énergie dans les zones à forte densité résidentielle, en mettant en avant l'équité énergétique et en promouvant l'adoption de solutions renouvelables. Dans le même esprit, nous transformerons nos villes en espaces plus accueillants en privilégiant les modes de mobilité douce et en facilitant la transition vers une économie circulaire. Nous encouragerons également activement le tri des déchets et la réparation des produits.

En renforçant la coopération régionale et en promouvant la participation citoyenne, nous exploiterons les nouvelles technologies pour dynamiser la démocratie, tout en célébrant la diversité et en promouvant l'inclusion. Par ce biais, nous visons une transformation positive, à la fois environnementale et sociétale. Nous soutiendrons aussi la recherche et le développement de technologies énergétiques innovantes telles que l'énergie osmotique et l'énergie de fusion. Parmi les propositions importantes, nous considérons qu'une coopération renforcée entre les pays membres de l'UE dans le domaine de l'énergie est fondamentale pour assurer la sécurité énergétique de l'ensemble du continent.

Nous soutiendrons pleinement l'amélioration des interconnexions entre les réseaux énergétiques nationaux favorisant le partage des ressources, renforçant la flexibilité et encourageant la solidarité en cas de perturbations de l'approvisionnement énergétique.

15/300

ACTIONS PRIORITAIRES



TRANSITION

- Éviter que la charge de paiement ne retombe sur les citoyens et les petites entreprises.
- Accélérer la rénovation des bâtiments (Isolation, pompes à chaleur, éclairage intelligent, etc.).
- Accélérer le développement des énergies renouvelables et nucléaires (principale source d'énergie électrique en Europe qui ne produit pas de CO2).
- Investir dans des technologies énergétiques innovantes, telles que l'énergie osmotique ou l'énergie de fusion (notamment ITER).



NOUVELLES ÉNERGIES

- Améliorer les interconnexions et la coopération entre les réseaux énergétiques nationaux pour renforcer la sécurité énergétique.
- Consolider les régions ultrapériphériques en tant que laboratoires d'innovation énergétique en exploitant leur taille, leurs caractéristiques et la nécessité d'atteindre une résilience énergétique grâce à l'autosuffisance.
- Favoriser des initiatives participatives pour la production d'énergie coopérative, notamment dans les zones résidentielles à haute densité.
- Impliquer les communautés locales dans la transition énergétique.



CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

- Promouvoir une nouvelle alliance maritime européenne avec des fonds dédiés, des solutions technologiques ad-hoc.
- Renforcer la diplomatie maritime européenne sur la base du Sommet pour l'océan tenu à Brest en 2022.
- Associer les gouvernements infranationaux aux traités internationaux sur le climat et la biodiversité pour assurer une mise en œuvre efficace.
- Mettre l'accent sur l'économie circulaire par des mesures telles que le tri des déchets.
- Réduire le gaspillage d'eau en améliorant et en réparant les infrastructures.



INFRASTRUCTURES

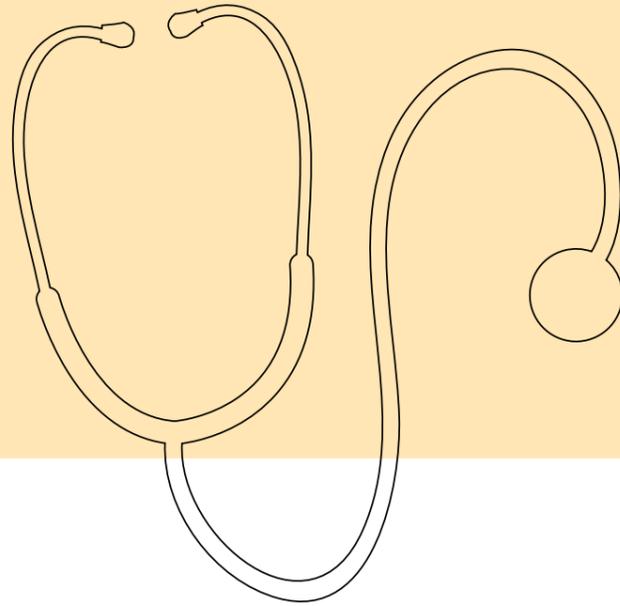
- Étendre et améliorer les réseaux de transport public et faire du transport public l'option privilégiée.
- Aider les autorités régionales et locales à se rendre plus attractives pour les entreprises.

Environment

IA



SANTÉ RENFORCÉE



15/300 ACTIONS PRIORITAIRES

Face aux défis ou menaces sanitaires potentiels, et, même si globalement les citoyens européens ont un accès assez facilement à une gamme complète de services médicaux, nous voulons mettre en avant la nécessité d'une coopération renforcée au sein de l'Union. L'avenir ne réside pas dans l'indépendance, mais dans l'unité.

Cette vision devra se traduire par une coordination sans faille des politiques de santé, un échange constant d'informations cruciales et la mise en place de mécanismes d'anticipation et de réaction instantanée. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance cruciale de la collaboration entre les États membres de l'UE pour faire face avec succès à une crise sanitaire de portée mondiale.

En proposant la relocalisation stratégique de la production de médicaments et d'équipements médicaux au sein de l'Union européenne, nous sécuriserons l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement des produits essentiels, amoindrissant ainsi notre dépendance envers des sources extérieures.

En favorisant des paramètres communs, comparables et interopérables, nous catalyserons la collecte et l'analyse efficaces de données de santé à travers l'Europe. Nous aurons alors la capacité de suivre les épidémies en temps réel et d'ajuster nos stratégies de santé publique en conséquence.

Nous voulons renforcer les centres européens de préventions et contrôles des maladies, notamment en le dotant d'une nouvelle capacité d'analyse des données numériques (big data). Nous voudrions dédier ce centre à notre regrettée collègue Véronique Trillet-Lenoir, une éminente médecin et une personnalité politique respectée.

Pour autant, nous équilibrerons toujours cette quête d'efficacité par une vigilance sans faille pour la confidentialité et la sécurité des données. Guidés par les normes les plus rigoureuses, nous promouvoir la coopération entre les États membres.

- Renforcer le centre européen de prévention et de contrôle en le dotant d'une nouvelle capacité d'analyse de traitement et de données numériques.
- Relocaliser la production de médicaments et d'équipements médicaux dans l'UE
- Créer l'Institut européen de la santé pour coordonner la recherche médicale et comportementale dans les différents États membres. Sa mission devrait également couvrir le lancement de telles activités sur la base de fonds de l'UE.
- Encourager les États membres à recourir aux partenariats public-privé dans le secteur de la santé et à faciliter les soins de santé transfrontaliers pour permettre à leurs résidents d'accéder à des soins de santé planifiés à l'étranger, notamment par la délivrance d'une carte européenne d'assurance maladie (CEAM).
- Augmenter le financement et l'allocation des ressources pour soutenir les services, la recherche et les initiatives en santé mentale.
- Favoriser l'utilisation des données massives dans le domaine de la santé, en promouvant des paramètres communs, comparables et interopérables.
- Assurer la plus haute protection des données personnelles.
- Encourager les habitudes saines par le biais de campagnes et d'initiatives de santé publique.
- Promouvoir des soins centrés sur le patient en soulignant l'importance du consentement éclairé, de la prise de décision partagée et de l'autonomie du patient.
- Encourager les prestataires de soins de santé à impliquer les patients dans leurs plans de traitement.
- Veiller à ce que les individus aient accès à des informations précises sur la santé.
- Défendre l'égalité d'accès aux services de santé pour les personnes LGBTQ+.
- Améliorer les résultats en matière de santé mentale dans les États membres.
- Prioriser la santé mentale dans la planification du budget de l'UE et distribuer équitablement des fonds.
- Introduire de la prévention dans les programmes scolaires.
- Collaborer avec les professionnels de la santé, les ONG et les groupes de pression pour renforcer le soutien.



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

AGRICULTURE DURABLE ET PÊCHE RESPONSABLE

Trouver le juste équilibre entre la production alimentaire et la préservation de notre environnement naturel, aussi bien sur terre et sur mers est notre priorité. Nous sommes persuadés que ces deux objectifs sont interdépendants et convaincus que c'est en harmonisant une production alimentaire durable avec la conservation de la nature que nous pourrions répondre efficacement aux besoins économiques et environnementaux pressants.

Nous voulons faire adopter un modèle agricole efficace et respectueux de l'environnement, capable de faire face aux défis du changement climatique et de la perte de biodiversité, tout en garantissant les intérêts des agriculteurs, des consommateurs, des communautés rurales.

Pour atteindre cet objectif nous préconisons d'importants investissements, à la fois publics et privés, dans des domaines tels que l'innovation, la numérisation, l'éducation et la formation. Nous veillerons à ce que ces investissements, pierres angulaires pour renforcer la compétitivité et la durabilité du secteur, prospèrent et garantissent des conditions de vie décentes pour les professionnels de l'agriculture et de la pêche, ainsi qu'un avenir pour les générations futures.

Mais, afin aussi de préserver notre ressource la plus précieuse, l'eau, nous renforcerons les politiques de l'Union en instaurant une gestion durable et efficace. Nous promouvoir les pratiques agricoles efficaces en termes d'utilisation de l'eau, l'investissement dans des infrastructures d'irrigation modernes et la mise en place de mécanismes de régulation pour éviter tout gaspillage ou épuisement des ressources hydriques. Cette gestion adéquate de l'eau sera un atout majeur pour la sécurité alimentaire en Europe.

Nous sommes résolus à embrasser la numérisation et l'innovation comme les piliers d'une agriculture moderne et durable. En soutenant le développement de technologies agricoles avancées telles que l'agriculture de précision, l'utilisation de capteurs, l'intelligence artificielle et la robotique, nous aspirons à augmenter l'efficacité des exploitations agricoles et à réduire leur empreinte carbone. Cette approche favorisera l'optimisation des ressources et l'amélioration de la productivité, tout en renforçant la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur. Nous accorderons une attention particulière à la pêche et à l'aquaculture, reconnaissant leur rôle fondamental dans la sécurité alimentaire. Nous croyons fermement que la politique commune de la pêche joue un rôle clé pour garantir la durabilité de ce secteur. Tout en soulignant les efforts de conservation réalisés au cours de la dernière décennie, nous insisterons sur la nécessité de rétablir l'équilibre entre les impératifs environnementaux et les besoins économiques et sociaux du secteur.

Enfin, la traçabilité, la transparence et la garantie de l'origine et des méthodes de production alimentaire seront des piliers essentiels de notre approche. Nous nous engageons à ce que les consommateurs puissent être informés avec précision sur la manière dont les aliments sont produits, dans le respect de l'environnement et du bien-être animal.



30/300

ACTIONS PRIORITAIRES

EAU

- Renforcer les politiques de l'eau de l'UE pour une gestion durable et efficace.
- Promouvoir des pratiques agricoles économes en eau.
- Investir dans des infrastructures d'irrigation modernes.
- Mettre en œuvre des mécanismes réglementaires pour prévenir le gaspillage et l'épuisement de l'eau.
- Contribuer à la sécurité alimentaire.
- Garantir un approvisionnement suffisant pour l'agriculture.
- Préserver l'environnement et la qualité de l'eau.

AGRICULTURE

- Soutenir les technologies agricoles avancées comme l'agriculture de précision, les capteurs, l'intelligence artificielle et la robotique.
- Améliorer l'efficacité des exploitations agricoles.
- Réduire l'empreinte carbone.
- Optimiser l'utilisation des ressources grâce à la numérisation et à l'innovation.
- Créer de nouvelles opportunités pour les agriculteurs et encourager le changement de génération en considérant les terres rurales comme un atout stratégique et en favorisant l'accès à la terre pour les nouveaux agriculteurs.
- Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur.
- Garantir la résilience du système alimentaire européen.
- Tenir compte des besoins locaux et régionaux.
- Protéger les sols, les animaux et la biodiversité.
- Réduire le gaspillage alimentaire.
- Soutenir les chaînes d'approvisionnement résilientes et les PME compétitives dans les zones rurales.

PÊCHE

- Plaider en faveur d'une numérisation et traçabilité accrues des produits de la pêche
- Protéger la qualité des produits.
- Garantir une concurrence loyale.
- Renforcer des accords de partenariat pour une pêche durable avec les pays tiers
- Soutenir la dimension extérieure de la politique commune de la pêche.
- Promouvoir le leadership de la flotte européenne en matière de durabilité avec un soutien technique et financier pour la décarbonisation, la numérisation, l'amélioration des conditions de vie et le respect des réglementations.
- Aligner les objectifs de décarbonisation du Pacte vert avec le Fonds pour la pêche et l'aquaculture.
- Adapter la politique commune de la pêche par la régionalisation et la cogestion.
- Prioriser la promotion de l'aquaculture durable et de sources alimentaires alternatives, comme la culture d'algues.
- Mettre en place des contrôles stricts pour empêcher l'importation de produits de la mer non durables.
- Reconnaître l'importance des communautés côtières.
- Promouvoir la diversification des revenus grâce à des activités respectueuses de l'environnement.
- Plaider en faveur de la nomination d'un(e) commissaire spécifique à la pêche, conformément à l'importance de la politique commune de la pêche.



Souveraineté alimentaire



REVOLUTION NUMERIQUE

Le numérique constitue le socle fondamental sur lequel repose l'avenir de l'Europe. Dans cette ère de changement rapide, il est impératif que nous saisissons pleinement les opportunités sans précédent offertes par la révolution numérique.

Nous investirons dans la recherche, le développement et la mise en œuvre de l'intelligence artificielle. Nous ne devons pas en avoir peur et au contraire, nous avons, grâce à elle, l'occasion de pouvoir libérer un potentiel extraordinaire pour stimuler l'innovation, optimiser l'efficacité industrielle et façonner de nouvelles sphères économiques.

Face à cette transformation numérique, nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour combler le fossé générationnel. Nous sommes convaincus que pour bâtir un avenir numérique inclusif, il est essentiel de fournir une éducation numérique complète et adaptée à tous.

La formation aux compétences numériques est fondamentale. Nous permettrons à chaque citoyen, quel que soit son âge, d'apprendre et de tirer parti des opportunités de l'écosystème numérique. Ainsi, et afin de

favoriser l'efficacité et d'encourager l'innovation de tous, nous nous engageons à simplifier les procédures administratives.

Et, le renforcement de la cybersécurité sera non négociable. En effet, à mesure que nous construirons notre avenir numérique, nous protégerons plus encore nos infrastructures, données et services en ligne.

Assurer la confidentialité et la sécurité des données de nos citoyens et de nos entreprises est une pierre angulaire pour instaurer un environnement numérique fiable. Nous restons et resterons fermement attachés à préserver le plus grand respect des droits et libertés fondamentales. Nous nous engageons à garantir que les principes de vie privée et de liberté d'expression ne soient jamais compromis.

Nous devons également renforcer notre capacité à garantir un approvisionnement fiable pour nos industries et réduire notre dépendance à l'égard de fournisseurs extérieurs. Cela renforcera notre souveraineté économique tout en assurant notre position sur la scène mondiale.



15/300

ACTIONS PRIORITAIRES

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

- Allouer des ressources significatives à la recherche, au développement et à l'usage de l'intelligence artificielle (IA).
- Élaborer un cadre réglementaire clair pour l'intelligence artificielle, incluant la transparence et le contrôle des algorithmes et promouvoir une nouvelle gouvernance de l'intelligence artificielle aux Nations Unies.

INTÉGRATION NUMÉRIQUE

- Investir dans des programmes d'éducation numérique complets et adaptés à tous les citoyens.
- Renforcer la connectivité des zones rurales.
- Comblent les fossés entre urbain et rural et faciliter de nouvelles formes de participation démocratique.
- Tenir davantage compte des régions ultrapériphériques.
- Défendre pleinement les droits et besoins des seniors.

SIMPLIFICATION DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

- Promouvoir l'efficacité et encourager l'innovation.
- Éliminer les obstacles bureaucratiques afin de faciliter l'accès au numérique pour tous.

CYBERSÉCURITÉ

- Mettre en place des mesures de protection robustes pour nos infrastructures, données et services en ligne.
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données de nos citoyens et de nos entreprises.

SOVERAINETÉ

- Promouvoir une préférence européenne pour les produits et solutions numériques européens destinés à l'administration publique.
- Augmenter la production de semi-conducteurs et de puces dans l'UE à travers une stratégie commune.
- Soutenir le stockage et le traitement des données dans l'UE, notamment pour les protéger des lois extraterritoriales.
- Garantir un approvisionnement fiable.



450 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

Au cœur du marché unique européen, c'est vous, les consommateurs qui guidez notre engagement. Nous voulons créer un environnement où vos droits sont protégés et vos intérêts sont valorisés.

Nous nous engageons résolument à concrétiser les lois adoptées et les initiatives lancées depuis 2019 qui visent à instaurer un équilibre judicieux entre les responsabilités des entreprises et la sauvegarde efficace des droits des consommateurs.

Nous sommes convaincus que l'évolution rapide de la technologie ne doit pas se faire aux dépens de la sécurité et du bien-être des consommateurs. C'est pourquoi nous défendons ardemment l'idée que tout ce qui est considéré comme illégal dans le monde hors ligne doit également être illicite en ligne. Les violations aux droits des consommateurs, les pratiques commerciales déloyales et les atteintes à la confidentialité ne devront pas trouver refuge sur notre continent.

Ainsi, comme le marché unique européen ne saurait être complet sans une réglementation équilibrée et cohérente en ligne, nous nous engageons à mettre en œuvre ces lois avec diligence et à travailler en étroite collaboration avec les entreprises pour qu'elles comprennent et respectent les responsabilités qui découlent de leurs activités numériques.

Notre objectif est de créer un environnement numérique où chaque consommateur pourra acheter, vendre et faire réparer en toute confiance, en sachant que ses droits et sa sécurité seront protégés.

Nous voulons promouvoir notre modèle économique à l'échelle mondiale en collaborant avec d'autres économies, notamment les États-Unis et l'Inde, tout en encourageant la création d'un nouveau pacte numérique global en soutien aux Nations Unies.



10/300

ACTIONS PRIORITAIRES

PROMOUVOIR UN NOUVEAU PACTE NUMÉRIQUE GLOBAL

- Garantir le respect des réglementations numériques.
- Créer un organe indépendant chargé de surveiller et de vérifier l'interopérabilité des services publics numérisés tout en préservant la protection des données et la subsidiarité.
- Encourager la durabilité et la réparabilité et interdire les pratiques d'obsolescence programmée.
- Informer les consommateurs sur les droits relatifs aux produits durables et aux pratiques commerciales responsables.

ÉLABORER UN CADRE CLAIR POUR LA PUBLICITÉ POLITIQUE EN LIGNE

- Exiger la divulgation des sources de financement et des méthodes de ciblage.
- Introduire des sanctions sévères pour les tentatives d'ingérence étrangère dans les processus démocratiques, tout en protégeant la vie privée des citoyens.

ÉVALUER CHAQUE SECTEUR DU MARCHÉ UNIQUE POUR LÉGISLATION SECTORIELLE

- Mettre en place des mécanismes de consultation avec les acteurs industriels et les parties prenantes pour élaborer des règles adaptées à chaque secteur.

MESURER LA CYBERSÉCURITÉ

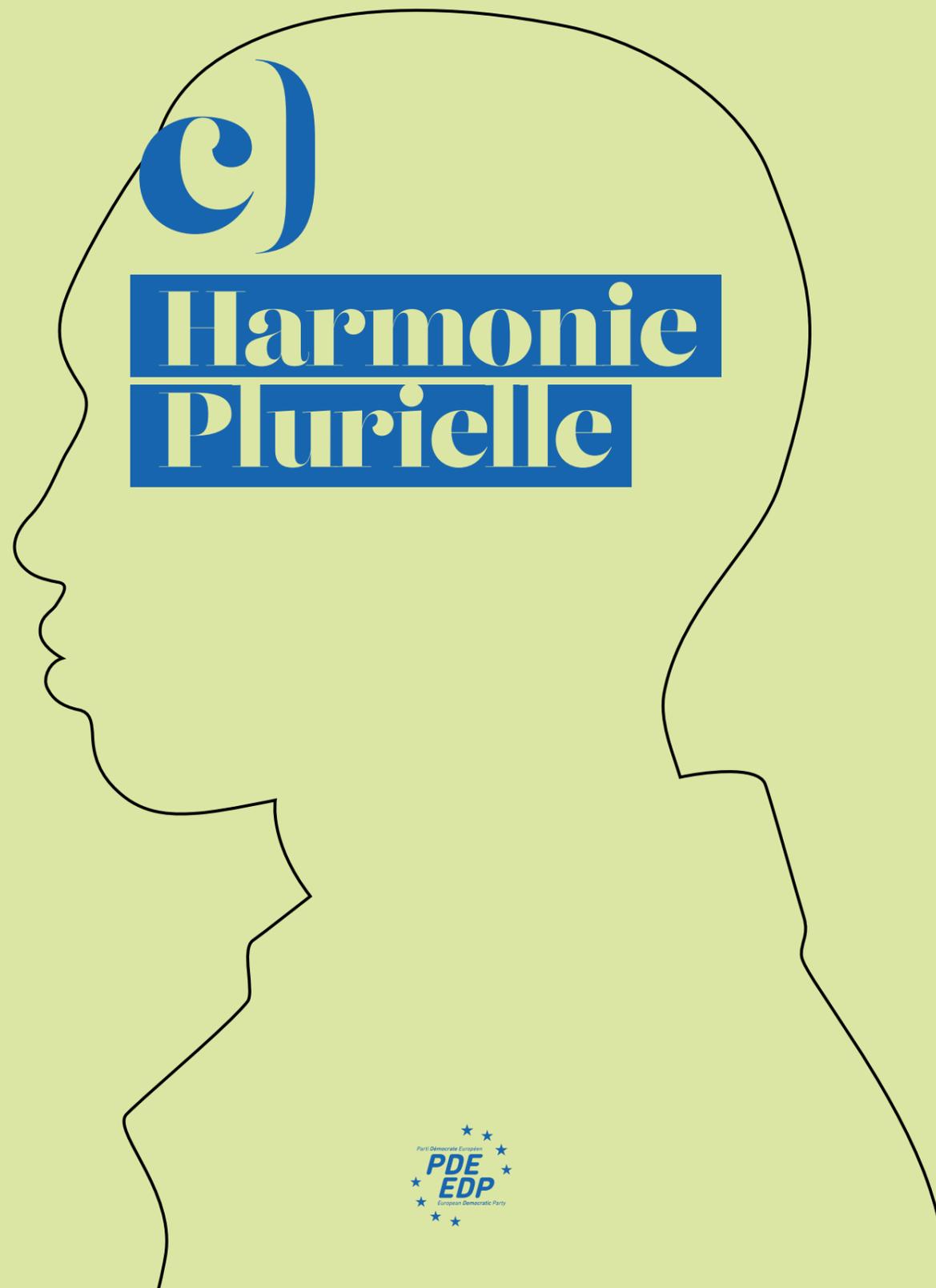
- Renforcer la directive NIS (Network and Information Systems Directive) en organisant des évaluations régulières des systèmes d'information critiques.
- Collaborer avec les fournisseurs de services numériques pour garantir la sécurité et la confidentialité des données des consommateurs.
- Mettre en place une plateforme de signalement des incidents de cybersécurité pour une réaction rapide et coordonnée en cas de menace.



Consommateurs

IA





e)

**Harmonie
Plurielle**



Harmonie Plurielle

CROISSANCE ÉQUITABLE

74

Nous visons une croissance économique qui ne laisse personne sur le bas-côté. Nous investirons dans des projets durables et innovants, avec l'objectif de réduire les inégalités sociales et économiques tout en préservant l'environnement.

AVENIR DE LA JEUNESSE

76

Nous nous engageons à offrir aux jeunes des opportunités d'épanouissement en investissant dans des programmes éducatifs novateurs et en facilitant leur participation active dans la prise de décisions.

ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS

80

L'éducation est un pilier essentiel d'une société éclairée et prospère. Le mouvement veut garantir un accès équitable à une éducation de haute qualité à travers l'Europe en améliorant les systèmes éducatifs et en soutenant la formation continue.

RICHESSE CULTURELLE ET DIVERSITÉ

82

La diversité culturelle est célébrée et préservée comme une source de force. Le mouvement encouragera les échanges culturels et soutiendra les initiatives artistiques pour favoriser un environnement où chacun peut s'épanouir tout en contribuant à la richesse collective.

MÉDIAS ET PLURALISME

84

La démocratie repose sur des médias libres et diversifiés. Nous défendrons l'indépendance des médias et nous continuerons à lutter contre la désinformation, en soutenant un journalisme de qualité et en garantissant l'accès à une information équilibrée pour tous.

SPORT ET ETHIQUE

86

La valeur du sport est reconnue en tant que catalyseur de l'unité, de la santé et de l'inspiration. Nous encouragerons l'accès au sport pour tous, investirons dans des installations sportives de qualité et soutiendrons les athlètes, créant ainsi un espace où chacun peut participer et célébrer les valeurs du fair-play.



65
/300
ACTIONS PRIORITAIRES



CROISSANCE EQUITABLE

Nous reconnaissons l'importance des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'économie européenne et notre mouvement souhaite évidemment les soutenir dans leur croissance et leur développement. Aussi, nous mettrons en place des politiques visant à encourager l'innovation, à simplifier les procédures administratives et à faciliter l'accès aux financements.

Les PME doivent être soutenues par des opportunités de financement pour stimuler la croissance économique et favoriser l'innovation, et les économies locales et régionales seront renforcées.

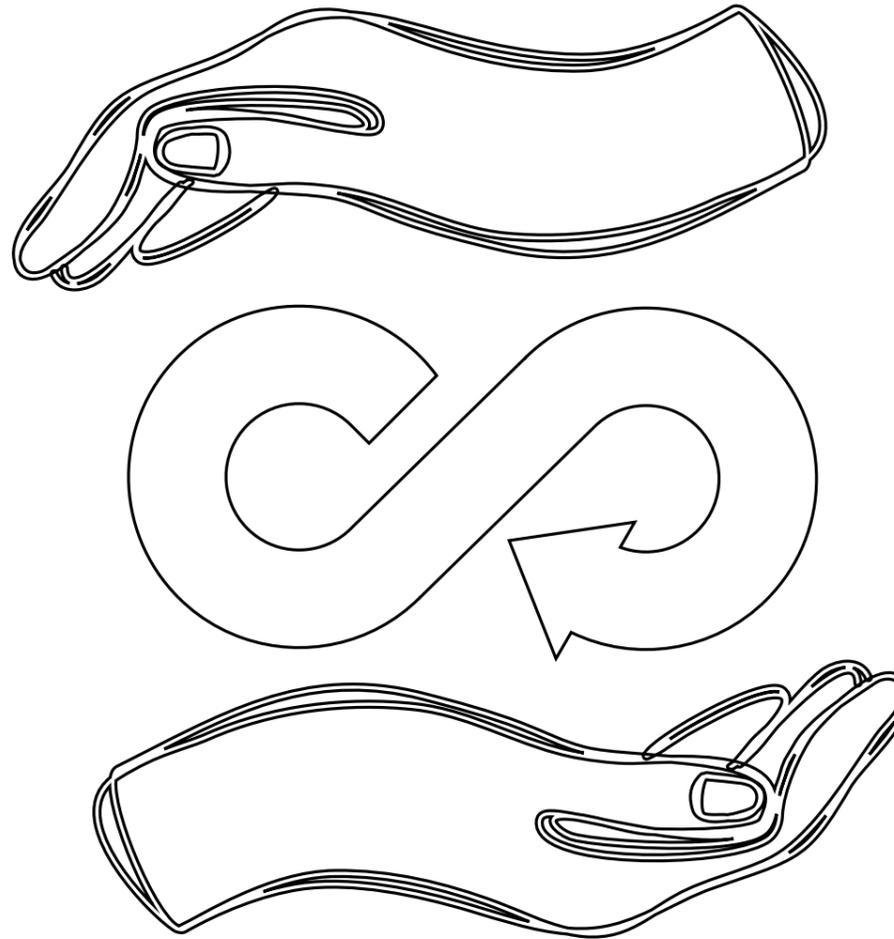
La protection des travailleurs et la stabilité économique sont également des priorités, avec notamment une harmonisation des systèmes de sécurité sociale pour faciliter la mobilité des travailleurs et un marché du travail plus flexible.

Nous voulons également mettre en avant la diversification des chaînes de production, la responsabilité sociale des entreprises, la numérisation de l'économie et un marché européen véritablement unifié des biens et services.

Nous encouragerons une politique fiscale responsable tout en soutenant les investissements dans des secteurs clés, la création d'emplois de qualité et la construction d'une économie durable à long terme.



10/300 ACTIONS PRIORITAIRES



ENCOURAGER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET VERTUEUSE

- Mettre en place des politiques qui encouragent l'innovation, améliorent les marchés de vente, simplifient les procédures administratives, soutiennent la participation aux appels d'offres et aux projets pour les PME et favorisent l'accès aux financements.
- Soutenir la diversification des chaînes de production et la responsabilité sociale des entreprises.
- Encourager des pratiques commerciales durables et justes.
- Créer un marché européen véritablement unifié des biens et des services.
- Garantir la protection des travailleurs et l'équité fiscale.

SECTEUR BANCAIRE RÉSILIENT ET DURABLE

- Soutenir les petites et moyennes entreprises, qui sont le cœur de l'économie européenne.
- Offrir des opportunités de financement pour stimuler la croissance économique et favoriser l'innovation.
- Renforcer les économies locales et régionales en soutenant les banques régionales.
- Éviter les structures monopolistiques dans le secteur bancaire.



AVENIR DE LA JEUNESSE

10/300 ACTIONS PRIORITAIRES

Convaincus que chaque jeune devrait avoir les moyens de réussir et de réaliser son potentiel sans être freiné par des obstacles sociaux, économiques ou géographiques, nous sommes déterminés à proposer une politique de jeunesse concrète et efficace pour l'Union Européenne, qui leur fournira des bases solides, notamment en matière d'éducation, de création d'entreprise, de logement et de permis de conduire.

Nous sommes persuadés que les jeunes devraient avoir accès à une éducation de haut niveau, ouverte sur le monde, qui rivalise avec les plus grandes universités américaines et asiatiques, et qui les prépare aux emplois du marché du travail. Nous nous engageons à offrir aux jeunes une éducation civique européenne, qui leur permettra de se sentir pleinement citoyens européens et de s'engager dans le processus démocratique.

Nous sommes convaincus que les jeunes devraient être entendus dans le processus démocratique et être en mesure de présenter leurs visions et idées.

Nous croyons enfin que la mobilité des jeunes doit faire partie intégrante de tous les programmes d'études, du secondaire à l'enseignement supérieur, et que leurs diplômes et qualifications doivent être reconnus automatiquement.

Par ailleurs, préoccupé par la santé mentale des jeunes, notamment en raison de l'omniprésence des réseaux sociaux, notre mouvement envisage de mettre en place des me-

sures concrètes pour les protéger. Ainsi, afin de préserver et développer ces esprits sains, nous proposons de créer un programme « StartEU » qui permettrait de leur fournir les moyens financiers et logistiques nécessaires pour réaliser leurs projets.

Nous considérons également que l'engagement civique est important pour les jeunes, nous proposons la création d'un service civique européen pour leur permettre de contribuer à des projets d'intérêt public dans différents pays européens et de renforcer leur sentiment d'appartenance européenne.

Enfin, pour renforcer leur sentiment d'appartenance européenne et promouvoir la compréhension mutuelle, nous proposerons aux jeunes de faciliter les voyages en train en Europe, la mobilité plus en général et l'accès aux offres culturelles.

Naturellement, notre mouvement continuera à rendre plus accessible et à élargir l'accès des jeunes aux stages et aux possibilités d'emploi au sein des institutions européennes. Cela contribuera à développer leurs compétences professionnelles et leur compréhension du fonctionnement de l'Union européenne.

DÉRIVES DU NUMÉRIQUE

- Accentuer la prévention de la protection de la santé mentale chez les jeunes, notamment concernant les réseaux sociaux.
- Définir un âge numérique légal et mettre en place un numéro européen d'urgence pour la santé mentale pour garantir une prise en charge rapide.
- Introduire des contrôles parentaux automatiques pour protéger les jeunes des contenus inappropriés sur Internet.

OUTILS POUR LA JEUNESSE

- Créer un programme « StartEU » afin de donner aux jeunes un bon départ dans la vie.
- Fournir les moyens financiers et logistiques pour réaliser leurs projets d'études, de création d'entreprise ou de recherche d'un logement.

SERVICE CIVIQUE EUROPÉEN

- Permettre aux jeunes d'acquérir de l'expérience et de développer des compétences tout en contribuant à des projets bénéfiques pour la société.
- Encourager le volontariat européen, en mettant l'accent sur le corps européen de solidarité qui encourage les échanges et promeut le modèle social et les valeurs de l'Union.

DÉPLACEMENTS EN TRAIN EN EUROPE

- Aider les jeunes à découvrir d'autres cultures et de se connecter avec des personnes de différents pays, renforcer le sentiment d'appartenance européen et favoriser la compréhension mutuelle.

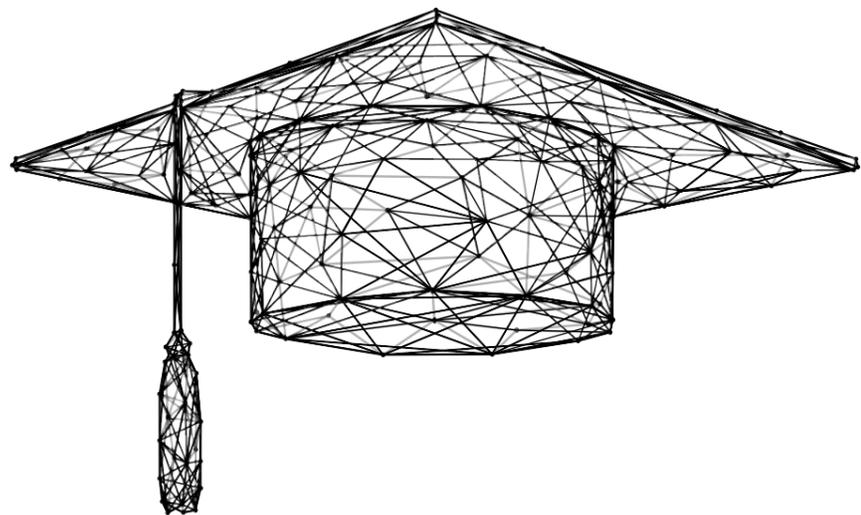
ACCÈS AUX STAGES ET AUX OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

- Donner l'occasion aux jeunes de développer des compétences professionnelles dans un environnement international, et de mieux comprendre le fonctionnement de l'UE.
- Interdire les stages non rémunérés et garantir des stages de qualité pour les jeunes, en accordant une attention particulière aux personnes issues de milieux défavorisés.
- Nous voulons encourager la suppression de l'impôt sur le revenu pour les salariés de moins de 25 ans.

Jeunesse



ÉDUCATION DE QUALITE POUR TOUS



L'éducation de qualité pour tous occupe une place centrale dans nos priorités. Aussi, nous prévoyons d'augmenter de manière significative le financement du programme Erasmus+ dédié aux jeunes en apprentissage ou en formation professionnelle, le multipliant par dix. Cette initiative vise à cultiver un sentiment d'appartenance à l'Europe tout en aidant les jeunes à développer leurs compétences, à acquérir des expériences enrichissantes et à élargir leurs horizons.

A ce titre, nous multiplierons par dix le budget alloué au programme Erasmus+ pour les jeunes en apprentissage ou en formation professionnelle afin qu'ils développent leurs compétences, leurs expériences et leur ouverture d'esprit.

Par ailleurs, nous sommes convaincus qu'il faut augmenter la représentation des filles et des femmes dans les études et les carrières scientifiques. Nous développerons la mise en place des programmes de mentorat, de sensibilisation et construire de véritables réseaux professionnels.

Dans le même temps, face aux exigences de la transition écologique, nous considérons qu'il est fondamental d'investir dans l'apprentissage, la reconversion et la réorientation professionnelle tout au long de la vie. Il est crucial que nous aidions toutes les personnes travaillant dans des secteurs en pleine mutation, comme l'automobile ou les combustibles fossiles, à se reconvertir. Nous sommes certains que cela peut être accompli en travaillant en étroite collaboration avec les employeurs, les organisations de travailleurs et les gouvernements.

Bien évidemment, nous ferons tout pour faire reconnaître les diplômes et les qualifications dans les pays de l'Union européenne et faciliterons la mobilité des étudiants et des travailleurs.

10/300 ACTIONS PRIORITAIRES



- Accentuer la prévention de la protection de la santé mentale chez Multiplier par 10 les ressources d'Erasmus+.
- Développer une stratégie d'excellence et d'innovation pour les alliances universitaires européennes.
- Lutter contre la fuite des cerveaux.
- Transformer certains métiers pour répondre aux exigences de la transition écologique.
- Introduire des compétences partagées pour l'éducation à la citoyenneté européenne.
- Renforcer le sentiment d'appartenance à l'Europe.
- Créer un mécanisme de reconnaissance des diplômes et qualifications commun aux pays de l'Union Européenne.
- Faciliter la mobilité des étudiants et des travailleurs et encourager la circulation des compétences et des talents dans toute l'UE.
- Développer la coopération transfrontalière en matière d'éducation et de formation
- Promouvoir une stratégie européenne pour la formation professionnelle qui inclut les principes de prédictivité et de connexion avec les secteurs productifs afin de préparer les spécialistes aux nouveaux emplois associés aux transitions numérique et climatique.

RICHESSSE CULTURELLE ET DIVERSITÉ

Face à la montée de l'extrémisme et du repli identitaire, phénomènes qui menacent la cohésion sociale de l'Union Européenne, nous investirons dans la promotion de la diversité culturelle et artistique, soutiendrons les artistes européens, préserverons le patrimoine culturel européen, et encouragerons les talents.

Le multilinguisme sera au cœur de notre projet (*). Nous travaillerons avec détermination pour assurer un soutien financier à cette initiative. Nous favoriserons la diversité culturelle et linguistique afin d'assurer une société inclusive. Cela passera par le soutien aux langues minoritaires et la stimulation de la coopération culturelle et artistique entre les nations au sein de l'Union européenne.

Et, si actuellement le budget consacré à la culture représente seulement 0,2% du budget européen, nous aspirons multiplier ce chiffre par 10.

Par ailleurs, nous créerons un statut européen des artistes leur garantissant la reconnaissance, la mobilité et l'accès aux droits sociaux.

Nous sommes convaincus qu'une stratégie européenne pour la protection des actifs culturels stratégiques peut préserver le patrimoine culturel européen pour les générations futures.

Nous mettrons en place un passeport culturel européen destiné à donner accès à tous les jeunes Européens à des biens culturels gratuits ou à prix réduits dans toute l'Europe. En développant une stratégie pour la protection et la valorisation du patrimoine régional, nous entendons ainsi préserver les traditions locales et renforcer la cohésion sociale.

Enfin, nous développerons une stratégie dynamique en faveur des jeux vidéo européens et nous consoliderons la reconnaissance de la pratique sportive tant au niveau professionnel qu'amateur. Cette approche devra nourrir et stimuler les talents européens, tout en favorisant les valeurs collectives telles que la cohésion d'équipe et l'éthique sportive.

15/300

ACTIONS PRIORITAIRES

- Multiplier par 10 le budget alloué à la culture.
- Normaliser le multilinguisme dans la communication des institutions européennes.
- Veiller à ce que tout contenu numérique officiel réponde à une obligation réglementaire de respect du multilinguisme.
- Promouvoir des accords avec les grandes entreprises technologiques afin que les moteurs de recherche, les algorithmes et les navigateurs ne fassent pas de discrimination fondée sur la langue lorsque les requêtes proviennent d'utilisateurs qui les formulent dans des langues minoritaires.
- Promouvoir la diversité linguistique, en particulier les langues régionales.
- Soutenir les langues minoritaires.
- Inclure dans les actions éligibles du programme Europe Créative et dans les initiatives pro-digitalisation du plan de relance et de résilience, le soutien au développement de tous types de plateformes de production, de regroupement et de diffusion de contenus en langues minoritaires ou régionales qui contribuent au renforcement et au développement d'une identité numérique de ces cultures. Assurer leur présence sur les grandes plateformes de contenus.
- Assurer des fonds suffisants pour les traductions en langue régionale dans le cadre de l'Europe Créative.
- Créer un cadre pour un statut européen des artistes et garantir la reconnaissance, la mobilité et l'accès aux droits sociaux.
- Préserver la durabilité de toutes les expressions artistiques et culturelles.
- Protéger nos patrimoines et nos actifs culturels stratégiques.
- Prévenir la prise de contrôle de nos acteurs majeurs.
- Renforcer l'identité culturelle européenne.
- Proposer un passeport européen et donner l'accès à des biens culturels gratuits ou à prix réduits et à des spectacles dans toute l'Europe.
- Promouvoir la mobilité culturelle des jeunes Européens.

(*) Rapport de Christian Lequesne intitulé « Diversité Linguistique et langue française dans les institutions européennes » (2021).

MEDIAS ET PLURALISME

Dans un contexte des pressions politiques et économiques grandissantes, nous estimons que tous citoyens doivent avoir accès à une information libre et indépendante. La liberté de la presse est essentielle pour toute société démocratique.

Pour garantir un environnement médiatique plus équilibré et plus démocratique, nous nous engageons à surveiller les fusions et acquisitions de médias, de protéger la diversité des médias et de renforcer la transparence des médias conformément à la loi européenne sur la liberté des médias.

Avec l'avènement des réseaux sociaux et des médias en ligne, nous renforcerons l'éducation civique et les compétences médiatiques des citoyens afin de les aider à développer un esprit critique.

Conscient que la transition numérique peut entraîner des abus et des discriminations, nous nous engageons à adapter la réglementation afin de protéger toujours mieux les données personnelles, lutter contre la cybercriminalité et garantir l'égalité d'accès aux technologies numériques pour tous.

Nous voulons continuer notre lutte contre la propagation de la désinformation et des fausses informations en ligne afin de garantir la protection des valeurs européennes et des systèmes démocratiques.

10/300 ACTIONS PRIORITAIRES



ASSURER LA LIBERTÉ ET LE PLURALISME

- Protéger les journalistes contre toute forme d'intimidation ou de violence. En outre, dénoncer et combattre la précarité dans le secteur, l'un des principaux outils de limitation de la liberté d'expression.
- Encourager la diversité et la liberté des médias, ainsi que prôner le respect de la liberté de la presse, qui sont des éléments clés de toute société démocratique.
- Éviter les concentrations excessives et les pratiques monopolistiques, conformément à la loi européenne sur la liberté des médias.
- Garantir aux citoyens l'accès à une information libre et indépendante. Protéger l'indépendance des services publics de médias.
- Appliquer le code de pratique renforcé sur la désinformation – un large éventail d'acteurs ont signé pour lutter contre la désinformation.



EDUCATION CIVIQUE ET LES COMPÉTENCES MÉDIATIQUES

- Permettre aux citoyens de comprendre les enjeux liés aux médias et de développer un esprit critique.
- Eduquer les concitoyens afin qu'ils soient en mesure de discerner les faits de la fiction, les fake news sur les réseaux sociaux.
- Garantir de l'égalité d'accès aux technologies numériques pour tous.



SOUTIEN À LA PRESSE LOCALE, RÉGIONALE ET EUROPÉENNE

- Encourager la numérisation des titres et une couverture accrue des questions européennes.
- Promouvoir les médias européens et transfrontaliers, tel qu'ARTE.

SPORT ET ETHIQUE

Au cœur de notre vision pour façonner un avenir en Europe, nous reconnaissons pleinement l'importance du sport de base au sein de la société européenne. Nous considérons le développement du sport pour les jeunes comme une pièce maîtresse mais nous attacherons une attention particulière pour les séniors. Ces perspectives guideront nos engagements. En effet, notre objectif est d'instaurer un cadre respectueux, inclusif et propice à la santé pour l'ensemble de nos concitoyens, indépendamment de leurs origines, âges ou de leur condition physique. Cela contribuera non seulement à promouvoir la santé physique et mentale de toutes et tous, mais aussi à renforcer le tissu social de nos communautés.

Notre projet se dessinera autour de la création d'espaces d'intégration et d'équité. Comment y parvenir concrètement ? En garantissant l'accès à des équipements adaptés et en élaborant des programmes spécifiques qui répondent aux besoins individuels. Cette démarche reposera sur la conviction que nous avons que l'égalité des opportunités doit être une réalité concrète et non négociable dans notre Europe en devenir.

La vitalité et le bien-être de la jeunesse sont au cœur de nos préoccupations. Nous nous engageons à promouvoir des modes de vie sains. Notre offre variée d'activités physiques et notre diffusion élargie de connaissances sur l'impact de la nutrition, du sommeil et de l'hygiène seront des étapes concrètes pour éveil-

ler une conscience précoce de l'importance du bien-être physique et mental.

Nos actions s'inspireront également de valeurs éthiques fondamentales qui guident notre trajectoire. À travers des programmes éducatifs enrichissants et des initiatives de sensibilisation, nous encouragerons la loyauté, le respect, l'honnêteté et la solidarité. Ces valeurs ne sont pas de simples concepts, mais des éléments concrets qui encadreront nos efforts en faveur d'une jeunesse épanouie et engagée.

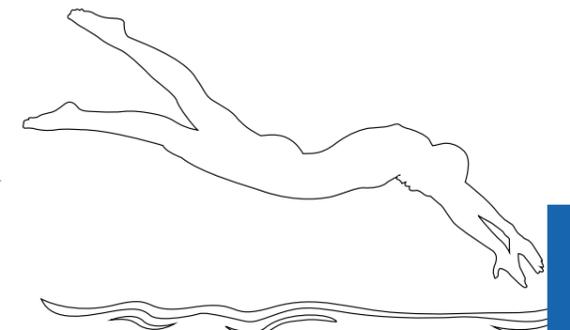
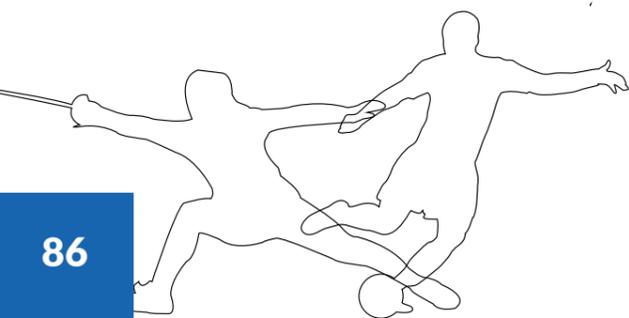
Enfin, la collaboration et le respect mutuel constitueront les piliers centraux d'une Europe unie que nous voulons construire ensemble. Nous travaillerons collectivement à affiner les compétences sociales de la jeunesse par le biais d'activités de groupe, de compétitions et d'événements. Cette renforcera les liens interpersonnels et dessinera, nous en sommes persuadés, les contours d'une Europe solidaire et harmonieuse.

C'est en unissant nos efforts, en embrassant ce parcours collectif, que nous tracerons le nouveau visage de l'Europe. Ce visage sera le reflet de notre engagement envers la jeunesse, l'équité, la vitalité et les valeurs.

10/300

ACTIONS PRIORITAIRES

- Favoriser la participation au sport pour tous les jeunes, indépendamment de leur origine ou capacité physique.
- Multiplier les opportunités pour tous et renforcer l'intégration sociale.
- Proposer des équipements adaptés avec des programmes spécifiques pour les besoins particuliers.
- Intégrer des programmes éducatifs pour promouvoir les valeurs éthiques telles que la loyauté, le respect, l'honnêteté et la solidarité.
- Sensibiliser aux enjeux sociaux et environnementaux à travers des actions éducatives.
- Définir et promouvoir un modèle européen du sport et ajouter les drapeaux européens en plus des drapeaux nationaux lors de compétitions internationales en Europe, dont les Jeux Olympiques en France.
- Veiller au respect des libertés et principes fondamentaux de l'UE, en particulier l'égalité, dans le domaine du sport professionnel et promouvoir le développement des compétitions féminines.
- Développer une stratégie pour les jeux vidéo européens.
- Contribuer à développer une économie créative européenne et à promouvoir le sport en ligne.
- Promouvoir une nouvelle gouvernance du football européen et une réforme de l'UEFA.





d)

Territoires Dynamiques

Territoires Dynamiques

REGIONS AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT _____ 92

À travers nos investissements régionaux, nous renforcerons la cohésion économique, sociale et territoriale en Europe. Nous prioriserons les objectifs fondamentaux de cette politique : réduire les écarts entre les régions, promouvoir une croissance économique équilibrée et éliminer les obstacles à la coopération régionale transfrontalière.

ESSOR DES OUTRE-MER _____ 91

Nous soutiendrons l'innovation, l'entrepreneuriat, et la durabilité dans les régions d'outre-mer tout en simplifiant les procédures administratives et en améliorant la connectivité, pour renforcer leur développement économique et améliorer la qualité de vie de leurs habitants.



ACTIONS PRIORITAIRES

35
/300



REGIONS AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT

La politique de cohésion de l'Union européenne est un outil puissant et fondamental pour combattre les disparités entre les régions. A travers notre stratégie d'investissements régionaux nous voulons renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale à travers l'Europe. Notre engagement s'est déjà reflété dans la création d'un réseau de maires démocrates à travers l'Europe. Et, grâce au réseau « EU Councillors » que notre groupe Renew Europe soutient au sein du Comité des régions, nous continuerons à mobiliser nos efforts pour rapprocher l'Europe des citoyens

Pour accélérer cette politique de cohésion, nous mettrons l'accent sur trois objectifs fondamentaux :

- Eliminer les obstacles à la coopération transfrontalière
- Réduire les écarts entre les régions
- Promouvoir une croissance économique harmonieuse

En réalité, 150 millions de citoyens transfrontaliers résident à l'intérieur des frontières de l'Union européenne et font face quotidiennement à des obstacles bureaucratiques qui limitent leur capacité à tirer pleinement parti des opportunités de développement et de coopération offertes par l'Union européenne. C'est pourquoi nous défendons le programme BRIDGE-UE (« Border Regency Initiative for Development and Growth in Europe »).

Dans cette perspective, notre démarche consistera à soutenir des initiatives régionales concrètes destinées à lutter contre le changement climatique et à préserver notre environnement. Nous fournirons aux élus locaux les moyens de créer des espaces conviviaux dans les villes et les villages. Notre approche inclura, par exemple, la promotion de zones piétonnes, l'augmentation du partage de vélos et le développement de pistes cyclables interconnectant les localités.

Il sera également essentiel d'étendre et d'améliorer les réseaux de transports en commun dans les zones urbaines, rurales et ultrapériphériques. Nous nous attèlerons à améliorer l'intermodalité pour faciliter les déplacements transfrontaliers. Par le biais de l'aménagement d'infrastructures de transport efficaces et bien connectées, nous simplifierons les trajets des citoyens et favoriserons l'intégration économique. Cette approche facilitera les échanges, renforcera les relations commerciales et soutiendra l'essor du tourisme.

Nous nous engageons en outre à doter le Comité des régions des ressources nécessaires pour évoluer d'un simple organe consultatif à un acteur communicant, capable d'évaluer l'impact territorial de la législation européenne sur les régions et d'accompagner les législateurs de l'UE dans l'application du principe de « Non-préjudice à la cohésion ».

Notre engagement inclura également la simplification du processus de financement de l'UE en réduisant la bureaucratie afin de permettre aux autorités régionales et locales de mettre en œuvre rapidement des projets durables tels que des infrastructures numériques, des espaces publics et des initiatives de développement économique.



10/300

ACTIONS PRIORITAIRES

OPPORTUNITÉS

- Mettre en place le programme BRIDGE-UE (« Border Regency Initiative for Development and Growth in Europe ») et promouvoir les macro-régions.
- Encourager l'échange de bonnes pratiques locales au niveau de l'Union européenne et fournir des preuves concrètes aux décideurs de l'Union européenne et utiliser l'intelligence artificielle pour faciliter l'accès aux fonds européens.
- Soutenir le développement du réseau des « EU Councillors » du Comité des régions européennes, qui peut aider à renforcer la connexion entre l'Union et ses citoyens.

INFRASTRUCTURE

- Améliorer l'intermodalité pour faciliter les déplacements transfrontaliers et introduire dans la révision du code des frontières Schengen l'obligation pour les États de réaliser et d'examiner des études d'impact sur le commerce et les relations dans les zones transfrontalières avant de prendre toute décision sur la réintroduction des contrôles.
- Défendre la mission de la politique de cohésion pour garantir qu'elle ne soit pas mise en danger par la redirection des fonds pour gérer les crises.
- Faciliter l'accès des autorités régionales et locales à des financements de l'Union européenne en réduisant ou éliminant, par exemple, la bureaucratie nationale du processus de financement de l'Union européenne.

ENERGIE

- Soutenir les autorités régionales avec l'expansion des énergies renouvelable.
- Favoriser des initiatives participatives pour la production d'énergie coopérative.

CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

- Augmenter le nombre de rues sans voiture et prendre d'autres mesures pour rendre les villes et les villages plus conviviaux pour les humains, telles que le partage de vélos, plus de trottoirs et de pistes cyclables, et la baisse des limites de vitesse.

NUMÉRISATION

- Investir dans la transformation numérique des administrations publiques régionales et locales, ce qui permettrait par ailleurs de garder les services publics dans les zones rurales.



ESSOR DES OUTRE-MER

La transition écologique offre une opportunité sans précédent de développement pour les régions d'outre-mer et nous sommes persuadés qu'elles ont un immense potentiel pour devenir des pôles d'innovation.

Nous estimons qu'il est essentiel de développer une dynamique entrepreneuriale forte en encourageant la création d'entreprises, en soutenant les entrepreneurs locaux et en favorisant l'innovation. Par exemple, à Mayotte, où le taux de chômage atteint 30%, l'un des plus élevés en Europe, nous inscrirons la région dans une dynamique de développement endogène et mettrons tout en œuvre pour stimuler l'économie.

Par ailleurs, nous investirons dans la production locale pour développer des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Les régions d'outre-mer renforceront ainsi leur sécurité alimentaire et réduiront leur dépendance aux importations.

Le tourisme est bien entendu un secteur important pour les régions ultrapériphériques. Nous soutiendrons son développement avec, là encore, des investissements innovants, durables et résistants.

Nous nous engageons naturellement à soutenir le développement économique des régions ultrapériphériques en maximisant l'impact des fonds et des programmes européens, tout en répondant aux besoins spécifiques de chaque territoire.

Nous voulons renforcer l'économie des régions d'outre-mer et améliorer la qualité de vie de leurs habitants. Pour y parvenir, nous proposons de simplifier les procédures administratives, de renforcer les compétences des autorités de gestion et de favoriser une meilleure coordination entre les différents acteurs impliqués. De plus, nous mettrons en avant des mesures visant à concrétiser la citoyenneté européenne, en renforçant l'éducation et en encourageant l'intégration régionale.

Parce que l'avenir de l'Union européenne est la jeunesse, nous mobiliserons tous les moyens disponibles pour favoriser la formation, la mobilité et donc l'émancipation des Ultramarins. En appliquant la stratégie européenne pour lutter contre la fuite des cerveaux, cette jeunesse sera prête à affronter les défis à venir et donc de participer au développement des Outre-mer. Bien entendu, pour favoriser la connectivité et le développement numérique nous soutiendront la construction d'un réseau internet à haut débit. Enfin, nous proposerons des solutions pour une représentation équitable des régions ultrapériphériques au sein du Comité des régions, afin d'assurer que leurs intérêts et leurs préoccupations soient pleinement pris en compte dans les décisions européennes.



25/300

ACTIONS PRIORITAIRES

ECONOMIE

- Développer la dynamique entrepreneuriale dans les Outre-mer en mobilisant les fonds et programmes européens disponibles en particulier le Fond social européen (FSE+).
- Arriver à une autonomie d'autosuffisance alimentaire.
- Placer l'ensemble des Outre-mer en zones franches sociales pour renforcer le pouvoir d'achat, lutter contre le chômage, encourager l'embauche et développer les compétences.
- Encadrer le transport aérien avec des accords sur les taxes aéroportuaires intracommunautaires pour les transporteurs européens afin de réduire les tarifs aux consommateurs et renforcer la continuité territoriale européenne avec des liaisons directes vers les autres pays d'Europe.
- Faire connaître et développer les dispositifs permettant le financement à l'installation d'une nouvelle entreprise pour des jeunes européens dans des domaines spécifiques de développement locaux.
- Mettre en place des régimes d'aides d'État plus souples pour les régions d'outre-mer, notamment dans le domaine agricole, la continuité territoriale et la transition énergétique.
- Développer le tourisme avec des investissements innovants, durables et résistants pour soutenir le développement durable de ce secteur stratégique pour les régions d'outre-mer.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Faire des Outre-mer des laboratoires des solutions climatiques en s'appuyant sur leur expertise face au changement climatique, leur biodiversité riche et les ressources présentes sur ces territoires.
- Création d'un Diagnostic de performance énergétique adapté aux régions d'outre-mer et développer des solutions d'énergies renouvelables adaptées à chaque région d'outre-mer (solaire, géothermie, biomasse, marée motrice, éolien, ...).
- Protéger par des brevets les recherches à partir d'essences des sols. Les espèces sont endémiques et les brevets permettront des retombées financières locales engageant de nouveaux investissements et donner la priorité dans l'accès à ses brevets aux laboratoires européens.
- Prendre en compte les régions d'outre-mer lors de la mise en œuvre du Fonds de solidarité de l'Union européenne, afin de financer les mesures de prévention des risques face aux catastrophes naturelles et promouvoir l'échange de connaissances entre les régions d'outre-mer et leurs voisins régionaux.
- Faire connaître la mission « EU Cities » pour favoriser collaboration, via l'échange de bonnes pratiques et le jumelage, entre les villes des régions d'outre-mer de développer le réseau des « Smart cities » d'ici à 2033.
- Promouvoir des filières d'enseignement sur les compétences vertes de l'Union européenne, qui favorisent la prise de conscience de la valeur et de l'impact des choix durables pour le développement économique des territoires.



CONSOMMATION DES FONDS EUROPÉENS

- Assurer l'utilisation complète des fonds européens, renforcer la relation qui se crée entre les porteurs de projet et les gestionnaires de fonds et simplifier les procédures pour les fonds et les programmes européens qui est au détriment de leur bonne mise en œuvre.
- Mettre tout en œuvre pour les former les personnes compétentes dans les autorités de gestion des régions d'outre-mer.
- Lancer des programmes de jumelage entre administrations, notamment chargées des fonds européens, et développer la mobilité des fonctionnaires et des citoyens pour mieux faire connaître l'UE.
- Lancer des programmes de jumelage sur l'administration de l'UE l'élaboration de politiques et la gestion des fonds européens.

RENFORCEMENT DE LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

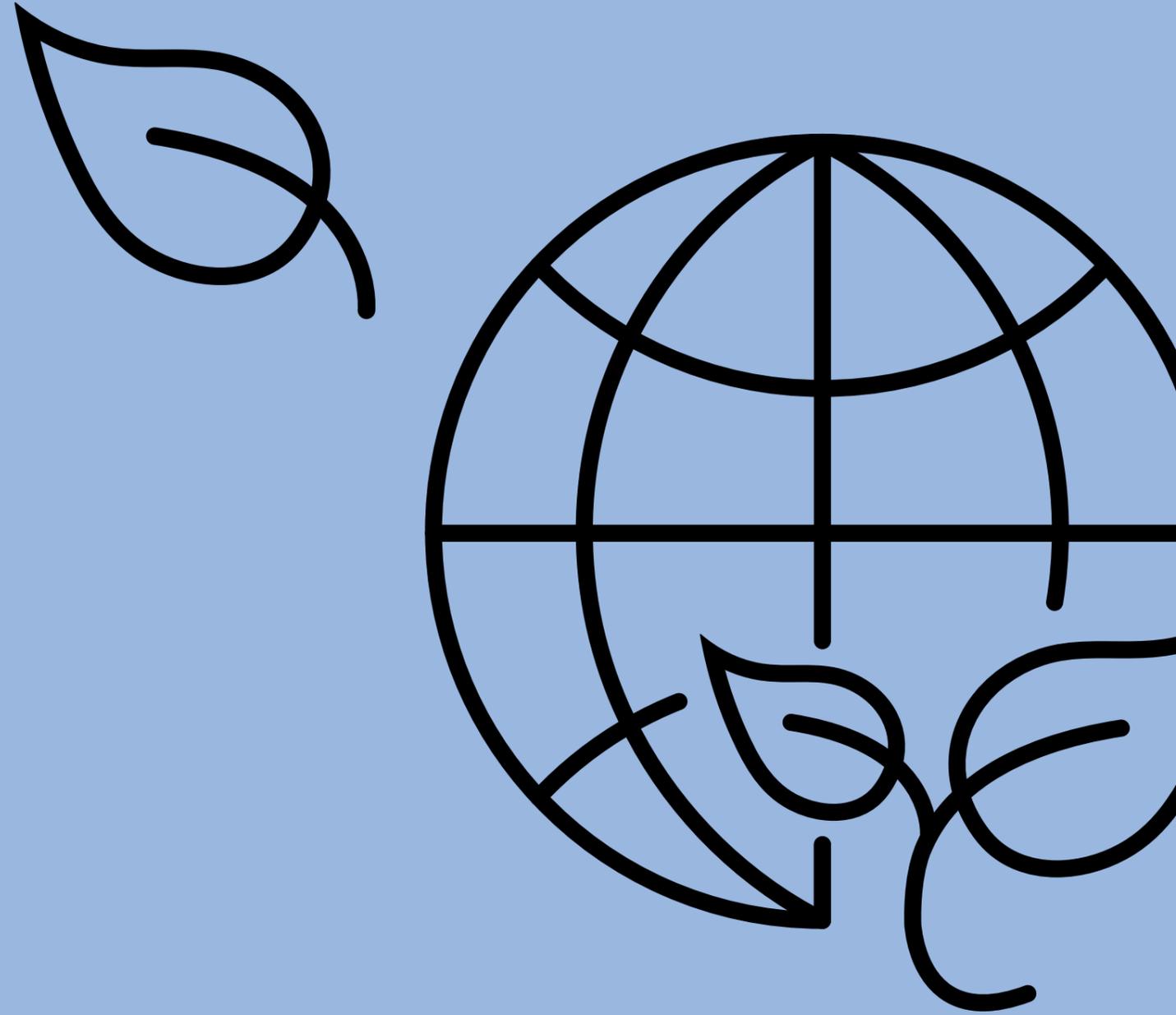
- Déployer des bureaux de liaison de la Commission européenne ainsi que les Maisons de l'Europe dans les Outre-mer afin de créer des points d'échanges et de contact dans les territoires.
- Développer les jumelages pour favoriser la mobilité pour mieux faire connaître l'Union Européenne.
- Mise en place d'une carte d'identité et d'un passeport européen. Liberté de circulation de fonds – avec des garde-fous bien sûr –, des installations pour vivre et travailler en Europe.

ÉDUCATION

- Maintenir le niveau d'investissement dans les infrastructures scolaires, constructions et rénovations d'établissements, afin d'améliorer les conditions d'accueil des élèves, faire cesser les rotations scolaires dans le premier degré et accueillir tous les enfants en âge d'être scolarisés en renforçant les équipements pour la pratique de l'EPS.
- Encourager le développement de projets pédagogiques et éducatifs de qualité en appui avec Erasmus+.
- Créer une Université européenne de la Caraïbe pour faire rayonner l'Europe dans les Antilles et la Guyane et favoriser l'émergence d'un pôle d'excellence de recherche, notamment contre les effets du dérèglement climatique, pour la préservation de la biodiversité, singulièrement les mangroves, et pour la lutte contre les sargasses.
- Développer une véritable politique des langues en valorisant le multilinguisme dès l'école primaire par des échanges linguistiques dans chaque zone régionale et vers l'Europe

TRANSITION NUMÉRIQUE

- Développer le réseau internet en très haut débit, renouveler les câbles sous-marins et déployer des satellites.
- Définir un plan d'action pour offrir un réseau de qualité pour tous en imposant un prix maximum.





Merci !!



democrats.eu

 facebook.democrats.eu

 twitter.democrats.eu

 instagram.democrats.eu

Réalisé avec le soutien financier du Parlement européen. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du Parlement européen.